

C84A1  
C33  
1994/95  
1  
QL  
P. gouv.

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ET

DES COMMUNICATIONS

CAHIER DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

1994-1995

DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

AVRIL 1994

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**ET**

**DES COMMUNICATIONS**

**CAHIER DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

**1994-1995**

**DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES**

**AVRIL 1994**

**MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**  
**TABLE DES MATIÈRES**

	<b>Pages</b>
<b>MISSION DU MINISTÈRE</b> . . . . .	<b>4</b>
<b>SOMMAIRE MINISTÉRIEL</b>	
A- Crédits par programme . . . . .	5
B- Crédits par supercatégorie . . . . .	8
C- Effectifs autorisés . . . . .	10
D- Activités : rétrospective et prospective . . . . .	12
 <b>PROGRAMME 01 : PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN</b>	
Description de la mission (mandat) . . . . .	13
Élément 01 : Direction et soutien	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	14
. Rétrospective et prospective . . . . .	15
Élément 02 : Services à la gestion	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	17
. Rétrospective et prospective . . . . .	19
Élément 03 : Milieux culturels	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	21
. Rétrospective et prospective . . . . .	22
Élément 04 : Politiques, programmes et prospective	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	23
. Rétrospective et prospective . . . . .	24
Élément 05 : Médias et technologie (incluant les programmes d'aide)	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	26
. Rétrospective et prospective . . . . .	27
Élément 06 : Soutien et développement de la francophonie (incluant Agence Québec/Wallonie et sommets francophonie)	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	28
. Rétrospective et prospective . . . . .	29
 <b>PROGRAMME 02 : DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS</b>	
Description de la mission (mandat) . . . . .	31
Élément 01 : Soutien au cinéma	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	32
. Rétrospective et prospective . . . . .	33
Élément 02 : Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	35
. Rétrospective et prospective . . . . .	36
Élément 03 : Soutien au patrimoine	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	37
. Rétrospective et prospective . . . . .	38
Élément 04 : Soutien aux fonctions culturelles	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	39
. Rétrospective et prospective . . . . .	40
Élément 05 : Service de la dette	
. Crédits par supercatégorie . . . . .	43
. Rétrospective et prospective . . . . .	44

**PROGRAMME 03 : INSTITUTIONS NATIONALES**

	Description de la mission (mandat) . . . . .	45
Élément 01 :	Archives nationales	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	46
	. Rétrospective et prospective . . . . .	47
Élément 02 :	Centre de conservation du Québec	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	48
	. Rétrospective et prospective . . . . .	49
Élément 03 :	Conservatoire de musique et d'art dramatique	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	50
	. Rétrospective et prospective . . . . .	51

**PROGRAMME 04 : ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT**

	Description de la mission (mandat) . . . . .	53
Élément 01 :	Commission des biens culturels	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	57
	. Rétrospective et prospective . . . . .	58
Élément 02 :	Bibliothèque nationale du Québec	
	. Crédits . . . . .	59
	. Rétrospective et prospective . . . . .	60
Élément 03 :	Régie du cinéma	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	61
	. Rétrospective et prospective . . . . .	62
Élément 04 :	Musées nationaux	
	. Crédits . . . . .	63
	. Rétrospective et prospective . . . . .	64
Élément 05 :	Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	
	. Crédits . . . . .	66
	. Rétrospective et prospective . . . . .	67
Élément 06 :	Société générale des industries culturelles	
	. Crédits . . . . .	68
	. Rétrospective et prospective . . . . .	69
Élément 07 :	Commission de reconnaissance des associations d'artistes	
	. Crédits . . . . .	70
	. Rétrospective et prospective . . . . .	71
Élément 08 :	Régie des télécommunications	
	. Crédits par supercatégorie . . . . .	72
	. Rétrospective et prospective . . . . .	73
Élément 09 :	Société de radio-télévision du Québec	
	. Crédits . . . . .	74
	. Rétrospective et prospective . . . . .	75
Élément 10 :	Office franco-québécois pour la jeunesse	
	. Crédits . . . . .	76
	. Rétrospective et prospective . . . . .	77
Élément 11 :	Service de dette	
	. Crédits . . . . .	78
	. Rétrospective et prospective . . . . .	79

**PROGRAMME 05 : CONSEIL DES ARTS ET LETTRES DU QUÉBEC**

	Description de la mission (mandat) . . . . .	80
Élément 01 :	Administration	
	. Crédits . . . . .	81
	. Rétrospective et prospective . . . . .	82
Élément 02 :	Programmes d'aide financière	
	. Crédits . . . . .	83
	. Rétrospective et prospective . . . . .	84

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### MISSION DU MINISTÈRE

#### MISSION DU MINISTÈRE

Le ministère de la Culture et des Communications a pour mission, dans une démarche de concertation à l'échelle gouvernementale :

1. d'élaborer et de mettre en oeuvre la politique culturelle de l'État québécois et d'en assurer la mise à jour et le suivi pour le bénéfice de la collectivité, des milieux culturels artistiques et du citoyen avec lesquels il entretient d'étroites relations;
2. d'élaborer des politiques en matière de communication dans les domaines des médias, des télécommunications et des entreprises de communication, de les proposer au gouvernement et d'en coordonner l'application;
3. d'appuyer la dynamique de la vie artistique et de se faire le promoteur d'une vie culturelle accessible et épanouissante pour la personne sur l'ensemble du territoire;
4. de contribuer à l'affirmation et au rayonnement de l'identité culturelle et de l'expertise québécoise en matière de communications au Canada et à l'étranger .

S'ajoutent à cette mission, les responsabilités de la ministre de la Culture et des Communications en matière de francophonie, à savoir : planifier, organiser, diriger l'action à l'étranger du gouvernement ainsi que celle de ses ministères et organismes et coordonner leurs activités au Québec en matière de francophonie dans le cadre global de la Loi sur le ministère des Affaires internationales (L.R.Q. c.m.-21.1) et de la politique générale de ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles qui en découle.

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## SOMMAIRE MINISTÉRIEL

### A- CRÉDITS PAR PROGRAMME

Programme	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Écart
1. Planification, médias, franco-phonie, gestion interne et soutien	40 476,5	(2 979,0)	(6,6)	43 452,5	45 070,4	1 617,9
2. Développement des milieux culturels	109 226,4	(534,8)	(0,5)	109 761,2	107 178,6	(2 582,6)
3. Institutions nationales	33 908,8	426,9	1,3	33 481,9	33 401,7	(80,2)
4. Organismes conseil et sociétés d'État	189 704,8	1 876,0	1,0	187 828,8	186 257,9	(1 570,9)
5. Conseil des arts et des lettres du Québec	41 576,7	(1 430,9)	(3,3)	43 007,6	42 707,6	(300,0)
TOTAL	414 893,2	(2 641,8)	(0,6)	417 532,0	414 616,2	(2 915,8)

### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

#### Programme 01

- Indexation : 690,6
- Plan de compression des effectifs : (841,8)
- Mesures de réduction des dépenses : (1 818,7)
- Autres ajustements : (1 393,8)
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer les coûts des loyers SIQ : 384,7
  - . Crédits non récurrents : (382,0)
  - . Transfert du Secrétariat du Groupe d'action en gestion financière au ministère de l'Environnement et de la Faune : (123,4)
  - . Réaménagement pour répondre aux besoins : (739,4)
  - . Transfert de juridiction du ministère des Affaires internationales pour l'Agence Wallonie-Bruxelles non inclus dans les comparatifs : 61,2
  - . Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 : (493,1)
  - . Ajustements du Secrétariat du Conseil du trésor :
 

SAGIP	: 7,9
Archives informatisées	: 80,0
Plan directeur informatique des Milieux culturels	: (50,0)
Acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction	: 20,0
Société Saint-Jean-Baptiste	: 225,0

**Programme 02**

- Indexation : 1 822,1
- Mesures de réduction des dépenses :
  - . Retrait de l'indexation : (1 822,1)
  - . Ajustement des crédits du plan de relance : (2 350,3)
  - . Ajustement au programme d'aide aux particuliers pour restauration des biens patrimoniaux : (200,0)
  - . Service de la dette des équipements culturels : (700,0)
- Ajustement du service de la dette des équipements culturels : 2 715,5

**Programme 03**

- Indexation : 75,6
- Plan de compression des effectifs : (395,8)
- Mesures de réduction des dépenses : (93,6)
- Autres ajustements :
  - . Crédits non récurrents : (422,0)
  - . Réaménagement pour répondre aux besoins : 611,7
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour archives judiciaires (28,2) et services facturés du Centre de conservation du Québec (120,0) : 148,2
  - . Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 : 502,8

**Programme 04**

- Indexation : 1 344,3
- Mesures de réduction des dépenses :
  - . Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (921,1)
  - . Retrait de l'indexation : (1 294,3)
  - . Autres mesures : (455,4)
- Autres ajustements : 3 202,5
  - . Crédits non récurrents : (41,5)
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour loyers SIQ de la BNQ : 319,1
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour SAGIP - Musée du Québec : 1,6
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour expositions permanentes des musées nationaux : (974,6)
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'application du plan de redressement de la Société de la Place des Arts de Montréal : 750,0
  - . Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour crédits non récurrents pour l'Amphithéâtre Lanaudière : (92,5)
  - . Ajustement du service de la dette des Sociétés d'État : 3 054,8
  - . Réaménagement pour répondre aux besoins : 127,7
  - . Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 : 57,9

**Programme 05**

- Indexation : 769,2
- Mesures de réduction des dépenses :
  - . Retrait de l'indexation : (769,2)
- Autres ajustements :
  - . Ajustement correspondant à la contribution de l'employeur à la suite du transfert d'effectifs du Ministère : 339,1
  - . Ajustement aux crédits non récurrents pour l'Orchestre Symphonique de Montréal (1 250,0) et les Grands Ballets Canadiens (420,0) : (1 670,0)
  - . Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 : (100,0)



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

B- CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Écart
1. Fonctionnement- Personnel	43 675,0	(1 212,4)	(2,7)	44 887,4	44 629,7	(257,7)
2. Fonctionnement- Autres dépenses	27 269,0	(178,8)	(0,6)	27 447,8	26 944,5	(503,3)
3. Capital- Autres dépenses	632,1	(22,6)	(3,5)	654,7	651,7	(3,0)
4. Transfert	343 314,1	(1 228,0)	(0,3)	344 542,1	342 390,3	(2 151,8)
5. Prêts, placements et avances	3,0	0,0	0,0	3,0	3,0	0,0
TOTAL	414 893,2	(2 641,8)	(0,6)	417 535,0	414 619,2	(2 915,8)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (1 338,8)
- Crédits non récurrents : (845,5)
- Transfert du secrétaire et du personnel de soutien du Groupe d'action en gestion financière au ministère de l'Environnement et de la Faune : (97,8)
- Réaménagement pour répondre aux besoins de la budgétisation : 731,6
- Transfert de juridiction du ministère des Affaires internationales pour l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles non inclus dans les comparatifs : 61,2
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour les besoins des archives judiciaires (28,2) et services facturés du Centre de conservation du Québec (120,0) : 148,2
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère et du transfert de juridiction : 128,9

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 567,0
- Mesures de réduction des dépenses : (557,1)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer les coûts des loyers SIQ (384,7) et l'utilisation de SAGIP (7,9) : 392,6
- Transfert du budget de fonctionnement du Groupe d'action en gestion financière (GAGF) au ministère de l'Environnement et de la Faune : (22,6)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour répondre aux besoins des archives informatisées : 80,0
- Réaménagement pour répondre aux besoins de la budgétisation : (672,5)
- Réaménagement pour répondre aux besoins en capital : (10,0)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction du ministère des Communications et du ministère des Affaires internationales : 43,8

#### Capital

- Indexation : 7,9
- Mesures de réduction des dépenses : (7,5)
- Transfert du budget du Groupe d'action en gestion financière (GAGF) au ministère de l'Environnement et de la Faune : (3,0)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 20,0
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor relativement aux crédits non récurrents du plan directeur informatique des Milieux culturels : (50,0)
- Réaménagement provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour répondre aux besoins : 10,0

#### Transfert

- Indexation : 4 126,9
- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (819,9)
- Mesures de réduction des dépenses : (8 939,0)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour la Société Saint-Jean-Baptiste : 225,0
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer les coûts des loyers SIQ (BNQ) : 319,1
- Ajustement aux crédits non récurrents relatifs aux expositions permanentes des musées : (974,6)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer les coûts d'utilisation de SAGIP (Musée du Québec) : 1,6
- Ajustement pour l'application du plan de redressement de la Société de la Place des Arts de Montréal : 750,0
- Ajustement aux crédits non récurrents pour l'Amphithéâtre de Lanaudière : (92,5)
- Réaménagement pour répondre aux besoins : (58,9)
- Ajustement au service de la dette des équipements culturels (2 715,5) et des sociétés d'État (3 054,8) : 5 770,3
- Ajustement correspondant à la contribution de l'employeur à la suite du transfert des effectifs du Ministère au CALQ : 339,1
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction : (205,1)
- Ajustement correspondant aux crédits non récurrents pour l'Orchestre Symphonique de Montréal (1 250,0) et les Grands Ballets Canadiens (420,0) : (1 670,0)

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

SOMMAIRE MINISTÉRIEL

C- EFFECTIFS AUTORISÉS

Programme - Élément	1994-1995		Variation - ETC totaux		1993-1994	
	Réguliers	Totaux	Nombre	%	Réguliers	Totaux
01-01 Direction et soutien	41	42	(3)	(6,7)	43	45
01-02 Services à la gestion	93	96	(6)	(5,9)	97	102
01-03 Milieux culturels	159	159	(7)	(4,2)	161	166
01-04 Politiques, programmes et prospective	44	44	(10)	(18,5)	50	54
01-05 Médias et technologie	54	55	(4)	(6,8)	57	59
01-06 Soutien et développement de la francophonie	17	17	0	0,0	17	17
03-01 Archives nationales	130	131	(8)	(5,8)	131	139
03-02 Centre de conservation du Québec	24	28	1	3,7	23	27
03-03 Conservatoire de musique et d'art dramatique	166	229	7	3,2	168	222
04-01 Commission des biens culturels	6	6	1	20,0	5	5
04-03 Régie du cinéma	59	60	(1)	(1,6)	60	61
04-08 Régie des télécommunications	30	31	0	0,0	30	31
TOTAL	823	898	(30)	(3,2)	842	928

Explications des variations :

Programme 01-01

- Plan de compression des effectifs : (4,0)
  - . Cadres : (2)
  - . Régulier : (1)
  - . Occasionnel : (1)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 1
  - . Régulier : 1

Programme 01-02

- Plan de compression des effectifs : (3)
  - . Réguliers : (3)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : (3)
  - . Régulier : (1)
  - . Occasionnels : (2)

**Programme 01-03**

- Plan de compression des effectifs : (3)
  - . Cadre : (1)
  - . Occasionnels : (2)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : (4)
  - . Régulier : (1)
  - . Occasionnels : (3)

**Programme 01-04**

- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : (10)
  - . Réguliers : (6)
  - . Occasionnels : (4)

**Programme 01-05**

- Plan de compression des effectifs : (4)
  - . Réguliers : (3)
  - . Occasionnel : (1)

**Programme 03-01**

- Plan de compression des effectifs : (9)
  - . Cadre : (1)
  - . Réguliers : (3)
  - . Occasionnels : (5)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 1
  - . Réguliers : 3
  - . Occasionnels : (2)

**Programme 03-02**

- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 1
  - . Régulier : 1

**Programme 03-03**

- Plan de compression des effectifs : (6)
  - . Cadres : (2)
  - . Réguliers : (4)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 13
  - . Réguliers : 2
  - . Occasionnels : 11

**Programme 04-01**

- Réaménagement pour répondre aux besoins : 1
  - . Régulier : 1

**Programme 04-03**

- Plan de compression des effectifs : (1)
  - . Régulier : (1)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### SOMMAIRE MINISTÉRIEL

#### D- ACTIVITÉS : RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>L'année 1993-1994 a été marquée par la poursuite des orientations établies par la Politique culturelle.</p> <p>À cet égard, soulignons la mise en oeuvre effective du Conseil des arts et des lettres pour la date cible du 1<sup>er</sup> avril 1994. L'atteinte de cet objectif majeur a été précédée par la constitution du conseil d'administration et la mise en oeuvre d'un plan de transfert des responsabilités, des ressources et des effectifs provenant du Ministère.</p> <p>La réorganisation majeure dont a fait l'objet le Ministère prenait en compte également l'ajout de nouvelles responsabilités découlant de la modification à l'organisation gouvernementale. Ainsi, tel que souhaité dans la Politique culturelle, des responsabilités relatives aux communications ont été ajoutées.</p> <p>Le nouveau ministère de la Culture et des Communications a donc intégré de nouveaux champs de compétence que sont les médias, les télécommunications, les technologies de l'information et la francophonie.</p> <p>Enfin, l'année a été marquée par la poursuite du plan d'action prévu à la Politique culturelle notamment en ce qui concerne la mobilisation de nouveaux partenaires à la cause culturelle, soit les autres ministères et les partenaires municipaux.</p>	<p>L'année 1994-1995 s'inscrira également dans le cadre des orientations de la Politique culturelle et sera marquée par la poursuite des nouvelles responsabilités dévolues au Ministère.</p> <p>À cet égard, notons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>la responsabilité de coordonnateur gouvernemental en matière culturelle amènera le Ministère à développer la collaboration des autres ministères;</li><li>la priorité accordée au partenariat avec les municipalités et avec les intervenants régionaux amènera la concrétisation de nouvelles ententes de collaboration;</li><li>le développement des échanges au sein de l'espace francophone constitue un champ d'intervention prioritaire;</li><li>l'accompagnement de projets porteurs dans le domaine des technologies de l'information, notamment le projet d'autoroute électronique;</li><li>l'accompagnement et le soutien des entreprises culturelles et des entreprises de communications qui comptent parmi nos leviers importants de création d'emploi et de développement économique.</li></ul>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 01 comprend six éléments :

- Éléments 01 : Direction et soutien
- Éléments 02 : Services à la gestion
- Éléments 03 : Milieux culturels
- Éléments 04 : Politiques, programmes et prospective
- Éléments 05 : Médias et technologie
- Éléments 06 : Soutien et développement de la francophonie

Ce programme vise à fournir les divers services de support à la gestion des activités du Ministère. Il vise à assurer l'élaboration et la cohérence des orientations gouvernementales reliées à la politique culturelle, aux technologies de l'information ainsi qu'au soutien et au développement de la francophonie au Québec et à l'extérieur du Québec. Il vise à assurer la gestion des programmes de subvention et à fournir l'expertise technique auprès des diverses clientèles du Ministère en soutenant les activités de création, d'animation, de production, de diffusion, de formation, de recherche et de conservation. Enfin, il vise à développer le secteur des médias.

#### Programme 01, élément 06

##### Agence Québec / Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse

L'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse est un organisme permanent voué au développement et au rapprochement des jeunes dans un contexte de coopération internationale. Créée il y a 10 ans en vertu d'un accord de coopération entre le gouvernement du Québec et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique, l'Agence est un organisme sans but lucratif financé sur une base paritaire par les gouvernements signataires de l'Entente.

Organisme bilatéral, l'Agence est coprésidée, pour le Québec, par la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de la Francophonie et, pour la Communauté française de Belgique, par le ministre désigné par son Exécutif. Le Conseil d'administration de l'Agence compte de plus cinq membres désignés par le gouvernement du Québec et cinq membres désignés par l'Exécutif de la Communauté française de Belgique.

Sa mission vise à :

- développer les relations et la connaissance réciproque entre la jeunesse québécoise et la jeunesse de la Communauté française de Belgique;
- contribuer à la formation des jeunes dans une perspective de prise de responsabilité effective dans la vie sociale et de développement de leurs possibilités d'accès à l'emploi;
- susciter l'innovation et l'expérimentation ayant des effets concrets dans les milieux visés;
- renforcer la présence et l'action communes des jeunes au niveau international, en particulier par l'apport spécifique de la langue et de la culture françaises.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 01 - DIRECTION ET SOUTIEN

##### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	2 535,4	121,3	5,0	2 414,1	2 422,0	7,9
2. Fonctionnement - Autres dépenses	805,6	68,5	9,3	737,1	737,1	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	1 311,8	150,0	12,9	1 161,8	1 686,8	525,0
TOTAL	4 652,8	339,8	7,9	4 313,0	4 845,9	532,9

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

###### Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (111,7)
- Crédits non récurrents : (85,0)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction provenant du ministère des Communications : 176,1 équivalent à 4 ETC
- Réaménagement ministériel provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour les besoins de la budgétisation : 39,2
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère : 102,7

###### Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 33,3
- Mesures de réduction des dépenses : (40,6)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction provenant du ministère des Communications : 56,8
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : 19,0

###### Transfert

- Indexation : 27,9
- Mesures de réduction des dépenses : (27,9)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour la Société Saint-Jean-Baptiste : 225,0
- Réaménagement pour répondre aux besoins du programme d'aide aux archives privées : (50,0)
- Réaménagement pour répondre aux besoins de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes : (25,0)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 01 - DIRECTION ET SOUTIEN

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p><b><u>SECRÉTARIAT DU MINISTÈRE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>La coordination de la mise en oeuvre des politiques et des dossiers gouvernementaux suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>- condition féminine;</li><li>- jeunesse;</li><li>- famille;</li><li>- personnes handicapées.</li></ul></li><li>La gestion du dossier de la <u>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</u>.</li></ul> <p><b><u>SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES</u></b></p> <p><b><u>Organismes et sociétés d'État</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Réalisation du plan régulier de liaison avec les organismes et sociétés d'État pour l'exécution de leur mandat, des décisions ministérielles et gouvernementales et du suivi de gestion;</li><li>soutien au conseil d'administration pour la mise en oeuvre du CALQ, notamment en ce qui concerne le plan d'organisation et d'effectifs, le plan de gestion des ressources financières, informatiques et matérielles, l'organisation des programmes et le plan de transfert des dossiers;</li><li>liaison et suivi auprès des organismes et sociétés d'État pour la réalisation des étapes concernées de leur plan de réalignement;</li><li>mise en oeuvre des décisions découlant du remaniement ministériel de janvier 1994 qui a notamment eu pour effet de faire passer de 12 à 16 le nombre d'organismes et sociétés d'État relevant de la ministre; les 4 organismes additionnels sont Radio-Québec, la Régie des Télécommunications, l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse;</li><li>on retrouvera plus loin une présentation par organisme (pr. 01, él. 06; pr. 02, él. 01 à él. 10).</li></ul>	<p><b><u>SECRÉTARIAT DU MINISTÈRE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>L'instauration du Bureau de la qualité des services et la mise en oeuvre d'une politique administrative ministérielle et d'un plan annuel d'amélioration de la qualité.</li><li>L'établissement d'un Centre de documentation ministériel unifié.</li><li>La production du bilan général de l'action du ministère en regard des politiques et des dossiers gouvernementaux suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>- condition féminine;</li><li>- jeunesse;</li><li>- famille;</li><li>- personnes handicapées;</li><li>- communautés culturelles;</li><li>- autochtones.</li></ul></li><li>La poursuite de la gestion du dossier de la <u>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</u>.</li></ul> <p><b><u>SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES</u></b></p> <p>Une nouvelle unité administrative regroupe désormais les liaisons avec les organismes et sociétés d'État ainsi que les relations intergouvernementales canadiennes et internationales.</p> <p><b><u>Organismes et sociétés d'État</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>Mise en place d'un cadre renouvelé de relations et de concertation afin de concrétiser, de supporter et d'assurer la cohérence et le suivi de la mission de liaison avec les organismes et sociétés d'État qu'impliquent les cadres législatifs en vigueur, la réorganisation du ministère, la politique culturelle et les autres politiques gouvernementales concernées;</li><li>poursuite du soutien particulier au CALQ pour la réalisation de la première année de prise en charge complète de ses responsabilités;</li><li>poursuite de la liaison et du suivi auprès des organismes et sociétés d'État pour la réalisation de leur plan de réalignement et l'intégration des données au plan ministériel;</li><li>on retrouvera plus loin une présentation par organisme (pr. 01, él. 06; pr. 04, él. 01 à él. 10).</li></ul>



Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><u>Relations intergouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Collaboration avec le MAIICC et le SAIC dans la gestion des ententes de coopération et d'échanges culturels au niveau international et avec les provinces canadiennes;</li> <li>· collaboration et soutien aux réseaux des services culturels dans les Délégations à l'étranger;</li> <li>· poursuite de la préparation québécoise au volet culturel des Jeux de la francophonie;</li> <li>· collaboration avec le MAIICC pour adapter les normes du programme APEX aux besoins des industries culturelles;</li> <li>· participation aux comités visant le développement de stratégies découlant des travaux entrepris dans le cadre de la politique gouvernementale de développement des industries culturelles;</li> <li>· participation à la mise en oeuvre du volet culturel du plan d'action gouvernemental Québec - Mexique;</li> <li>· collaboration aux activités d'organisations internationales dont l'ACCT, l'UNESCO;</li> <li>· préparation de la mission ministérielle en Europe visant la promotion de la Politique culturelle;</li> <li>· participation à la conférence de l'Association of performing arts presenters (APAP) à New York dans le cadre d'une première présence de compagnies québécoises à cet événement;</li> <li>· soutien à des compagnies et artistes participant à des événements majeurs à l'étranger (Semaine de la chanson en France, Marché des arts de la scène au Mexique (MERCATES), Festival Mayfest à Glasgow, 1<sup>er</sup> Salon du livre francophone à Toronto, etc.);</li> <li>· organisation de la visite du ministre de la Culture de Flandre, M. Hugo Weckx et du ministre de la Culture et de la Francophonie de France, M. Jacques Toubon.</li> </ul> <p>Préparation et participation aux rencontres interprovinciales dans le cadre des comités sur les arts et la culture et sur le patrimoine et à la rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de la culture.</p>	<p><u>Relations intergouvernementales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· Établissement des nouveaux mécanismes de liaison avec les sociétés d'État, le MAIICC et le SAIC en regard des activités internationales et intergouvernementales;</li> <li>· coordination de la participation québécoise au volet culturel des Jeux de la francophonie;</li> <li>· poursuite de la cogestion, avec le MAIICC et le SAIC, du volet culturel des ententes de coopération avec les gouvernements concernés au Canada et à l'étranger. Dans ce cadre, contribution au développement et au rayonnement international des milieux culturels québécois;</li> <li>· collaboration à la mise en oeuvre du plan d'action gouvernemental visant le renforcement des relations culturelles avec la France;</li> <li>· collaboration dans le cadre des travaux de la table des industries culturelles, volet international;</li> <li>· amélioration du soutien aux organismes culturels et aux artistes québécois de la part du réseau des délégations et bureaux du Québec à l'étranger, principalement en Europe, aux États-Unis et au Mexique.</li> </ul>

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

### ÉLÉMENT 02 - SERVICES À LA GESTION

#### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	4 508,9	(555,3)	(11,0)	5 064,2	4 901,4	(162,8)
2. Fonctionnement - Autres dépenses	7 312,3	323,2	4,6	6 989,1	6 589,5	(399,6)
3. Capital	268,1	(32,3)	(10,8)	300,4	297,4	(3,0)
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0		
TOTAL	12 089,3	(264,4)	(2,1)	12 353,7	11 788,3	(565,4)

#### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

##### Traitement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (82,7)
- Crédits non récurrents : (85,0)
- Transfert du secrétaire et du personnel de soutien du Groupe d'action en gestion financière (GAGF) au ministère de l'Environnement et de la Faune : (97,8)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications :
  - (176,1) programme 01, élément 01
  - ( 57,5) programme 01, élément 03
  - ( 61,6) programme 01, élément 04
  - 4,3 CSST
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins de la budgétisation : 43,5
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère : (42,4)

##### Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 378,3
- Mesures de réduction des dépenses : (53,0)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer l'utilisation de SAGIP : 7,9
- Transfert du budget de fonctionnement du Groupe d'action en gestion financière (GAGF) au ministère de l'Environnement et de la Faune : (22,6)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer le coût des loyers SIQ : 384,7
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction provenant du ministère des Communications :
  - (56,8) programme 01, élément 01
  - ( 4,0) programme 01, élément 03
  - ( 5,0) programme 01, élément 04
- Réaménagement pour répondre aux besoins ministériels : 167,0
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour répondre aux besoins des archives informatisées : 80,0
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : (558,5) et du transfert de juridiction du ministère des Communications : (5,2)

**Capital**

- Indexation : 0,4
- Transfert du budget du Groupe d'action en gestion financière (GAGF) au ministère de l'Environnement et de la Faune : (3,0)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor relativement aux crédits non récurrents du plan directeur informatique des milieux culturels : (50,0)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour l'acquisition d'équipements informatiques à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 20,0
- Réaménagement ministériel afin de répondre aux besoins : 0,3

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

### ÉLÉMENT 02 - SERVICES À LA GESTION

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p><b>RESSOURCES HUMAINES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Direction des ressources humaines a apporté son soutien à l'élaboration des plans d'organisation et d'effectifs du Conseil des arts et des lettres du Québec.</li> <li>- Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu avec les représentants syndicaux pour assurer le transfert harmonieux des effectifs du Ministère au Conseil des arts et des lettres du Québec.</li> <li>- La réorganisation administrative du Ministère en regard de ses nouveaux mandats est réalisée; un nouvel organisme et un nouveau plan d'organisation administrative ont été mis en oeuvre au 31 mars 1994.</li> <li>- Des mécanismes de rationalisation, de compression et de redéploiement des effectifs ont été élaborés afin d'assurer le respect des objectifs de réduction d'effectifs.</li> </ul> <p><b>RESSOURCES MATÉRIELLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En mai 1993, la Direction de la Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine a intégré ses locaux permanents à Bonaventure.</li> <li>- Les bureaux du Ministère à Montréal ont été relocalisés en juin 1993 au 480, boul. Saint-Laurent.</li> <li>- Le nouveau guide à l'intention des gestionnaires du Ministère pour l'acquisition de biens et services a été publié en mars 1994.</li> </ul> <p><b>RESSOURCES FINANCIÈRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision du règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du ministère de la Culture et des Communications, à la suite de la réorganisation administrative découlant du transfert de juridiction et de la mise en place du Conseil des arts et des lettres du Québec.</li> <li>- Participation active à l'établissement des prévisions financières et à la mise en place des systèmes administratifs, comptable et financiers requis pour rendre opérationnel le Conseil des arts et des lettres du Québec.</li> <li>- Implication majeure pour actualiser le réaménagement gouvernemental.</li> </ul>	<p><b>RESSOURCES HUMAINES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration et mise en place de programmes de formation, de développement et de recyclage pour les employés dans le cadre du nouveau plan d'organisation administrative du Ministère.</li> <li>- Soutien à l'élaboration et à la mise en oeuvre de valeurs de gestion.</li> <li>- Élaboration de plans de prévention en matière de santé et sécurité du travail et mise en place de mesures afférentes visant à réduire les jours d'absence.</li> <li>- Intégration du personnel des unités administratives ajoutées au Ministère comme suite au remaniement gouvernemental de janvier 1994.</li> </ul> <p><b>RESSOURCES MATÉRIELLES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation du projet de relocalisation des Archives nationales du Québec à Hull.</li> <li>- Publication d'un guide d'aménagement pour les centres d'archives du Québec.</li> </ul> <p><b>RESSOURCES FINANCIÈRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de mécanismes de suivi budgétaire pour les organismes et sociétés d'État et autres organismes majeurs subventionnés par le Ministère, en support aux directions générales ministérielles responsables de ces clientèles.</li> <li>- Diffusion et implantation du nouveau règlement sur la signature de certains actes, documents ou écrits du Ministère.</li> <li>- Participation active à la mise en place du système de comptabilisation basé sur le prix de revient des produits et services du Ministère dans le cadre de l'opération réalignement.</li> </ul>

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b>RESSOURCES INFORMATIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration du «Plan stratégique et opérationnel des technologies de l'information» pour le Ministère.</li> <li>- Implantation des systèmes informatiques dans les onze sites des Archives nationales du Québec.</li> <li>- Élaboration d'une politique de sécurité et d'une politique de gestion de la rentabilité en ce qui concerne les technologies de l'information.</li> <li>- Réalisation d'une conception administrative du système supportant le programme d'aide au financement des équipements culturels.</li> <li>- Transfert au Conseil des arts et des lettres du Québec de certains systèmes informatiques existant au Ministère et support-conseil à ce nouvel organisme.</li> </ul> <p><b>COMMUNICATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Services aux clientèles</b>  La mise en oeuvre de la politique culturelle et la mise en place du nouveau Ministère ont nécessité de multiples interventions de communication auprès de nombreuses clientèles : services de renseignements, production et diffusion d'imprimés, organisation de séances d'information.</li> <li>- <b>Support aux unités administratives</b>  Les modifications à l'organisation ont requis plusieurs activités de communication interne afin de faire comprendre et faciliter les changements.   Diverses activités ponctuelles telles que le 50<sup>e</sup> anniversaire du Conservatoire de musique et d'art dramatique de Québec et la mise en place des tables sectorielles des industries culturelles ont également mobilisé la Direction.</li> <li>- <b>Sensibilisation aux arts et à la culture</b>  Dans la perspective des nouveaux mandats de sensibilisation aux arts et à la culture, la Direction des communications a soutenu ou réalisé divers projets : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Semaine des arts à l'école;</li> <li>• Festival du film de Montréal et Festival international du film de Québec;</li> <li>• Forum Arts et Culture;</li> <li>• Tournée de l'orchestre du Conservatoire;</li> <li>• Plan de relance du spectacle;</li> <li>• Prix du Québec;</li> <li>• Semaine de la Francophonie;</li> <li>• Développement de protocoles de collaboration avec les médias.</li> </ul> </li> </ul>	<p><b>RESSOURCES INFORMATIQUES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration au «Plan stratégique et opérationnel des technologies de l'information» des responsabilités transférées au ministère des Communications et du ministère des Affaires internationales.</li> <li>- Réalisation du développement du système visant à supporter le «Programme d'aide au fonctionnement des équipements culturels».</li> <li>- Implantation de la politique de sécurité informatique.</li> <li>- Développement et implantation du système visant à supporter les opérations du «Programme d'intégration des arts à l'architecture».</li> </ul> <p><b>COMMUNICATIONS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Mise en place du CALQ vs le Ministère</b>  La mise en place opérationnelle du CALQ et le départage des responsabilités avec le Ministère nécessiteront encore de nombreuses activités de communication auprès des clientèles visées par les changements afin d'en faire comprendre la portée et d'assurer le maintien d'un excellent service aux clientèles.</li> <li>- <b>Sensibilisation aux arts et à la culture</b>  Dans la foulée des projets déjà amorcés, la Direction poursuivra ses efforts pour contribuer à la réalisation du mandat de sensibilisation aux arts et à la culture.   Dans ce contexte, les projets de collaboration avec les médias seront accentués de même que l'organisation d'activités en collaboration avec divers partenaires culturels, gouvernementaux ou commanditaires.</li> </ul>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 03 - MILIEUX CULTURELS

##### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	7 539,3	(413,3)	(5,2)	7 952,6	7 952,6	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	1 631,9	(100,6)	(5,8)	1 732,5	1 732,5	0,0
3. Capital	88,1	18,7	26,9	69,4	69,4	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	1 810,0	1 810,0
TOTAL	9 259,3	(495,2)	(5,1)	9 754,5	11 564,5	1 810,0

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

###### Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (233,4)
- Crédits non récurrents : (170,0)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 57,5
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins de la budgétisation : (97,5)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère : 30,1

###### Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 31,9
- Mesures de réduction des dépenses : (31,9)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (66,0)
- Réaménagement ministériel au Fonctionnement - Personnel pour répondre aux besoins de la budgétisation : (38,6)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 4,0

###### Capital

- Indexation : 1,5
- Mesures de réduction des dépenses : (1,5)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : 18,7

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 03 - MILIEUX CULTURELS

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b><u>SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF</u></b></p> <p>Coordination de la gestion des programmes régionalisés en arts, lettres, patrimoine et équipements culturels.</p> <p>Coordination du processus de formulation d'avis du MCC sur la révision des schémas d'aménagement.</p> <p>Support au transfert des programmes au CALQ.</p> <p><b><u>MILIEUX CULTURELS - EST</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Intégration des arts à l'architecture</li></ul> <p>Traitement de 130 projets d'intégration.</p> <p>Publication du bilan annuel des opérations.</p> <p>Mise à jour de la politique d'intégration des arts conformément au nouveau mandat gouvernemental confié à la Ministre de la Culture et des Communications.</p> <p>Consultation des divers ministères et organismes sur la mise à jour de la politique.</p> <p>Mise en place d'un système informatisé d'intégration des données reliées à l'application de la Politique du 1% (fichier des artistes, projets, oeuvres).</p> <p>Finalisation d'un projet pilote d'inventaire des oeuvres dans la région 03 en vue de la mise sur pied d'un fichier documentaire des oeuvres réalisées depuis 1981.</p> <p><b><u>MILIEUX CULTURELS - OUEST</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Industries culturelles</li></ul> <p>Secteur : disque et spectacle québécois de variétés</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le bilan des 10 années d'existence du PADISQ a été fait.</li><li>- Le programme d'Aide à l'industrie du disque et du spectacle québécois de variétés a fait l'objet de corrections mineures au niveau des normes.</li><li>- Dans le cadre de la stratégie des grappes industrielles, rédaction de documents de référence sur l'industrie du disque et du spectacle québécois de variétés, du livre et de l'édition spécialisée, de l'audiovisuel, des métiers d'art et démarrage des tables des industries culturelles.</li><li>- Traitement de 336 dossiers dans le cadre de la gestion du programme d'Aide financière à l'industrie du disque et du spectacle québécois de variétés.</li><li>- Traitement de 77 dossiers dans le domaine du marché de l'art.</li><li>- Traitement de 145 dossiers dans le domaine du livre et de l'édition spécialisée.</li><li>- Traitement de 9 dossiers concernant des événements majeurs.</li></ul>	<p><b><u>SECRÉTARIAT ADMINISTRATIF</u></b></p> <p>Nouveaux mandats orientés sur la collecte, le traitement et l'analyse d'informations de gestion pour les Milieux culturels.</p> <p>Coordination d'opérations administratives de portée nationale.</p> <p><b><u>MILIEUX CULTURELS - EST</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Intégration des arts à l'architecture</li></ul> <p>Traitement anticipé de plus de 130 projets d'intégration selon les modalités de la Politique du 1%.</p> <p>Finalisation de la consultation des ministères et organismes sur la politique d'intégration des arts.</p> <p>Dépôt du projet de mise à jour de la politique au Conseil des ministres.</p> <p>Adaptation des règles régissant l'application de la politique conjointement à la mise à jour de la politique.</p> <p>Révision des outils d'information en fonction des modifications apportées à la politique.</p> <p>Poursuite, à l'échelle nationale, de l'inventaire des oeuvres réalisées depuis 1981.</p> <p><b><u>MILIEUX CULTURELS - OUEST</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Industries culturelles</li><li>- Gestion de l'ensemble des programmes d'aide visant les industries culturelles.</li><li>- Cogestion, avec le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles des mesures concernant les industries culturelles, dans le cadre du Plan de relance de l'économie et de l'emploi.</li><li>- Collaboration aux travaux de la grappe des industries culturelles en concertation avec la Direction générale des politiques, des programmes et de la prospective, responsable de la démarche.</li></ul>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 04 - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROSPECTIVE

##### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	2 267,3	(294,1)	(11,5)	2 561,4	2 538,6	(22,8)
2. Fonctionnement - Autres dépenses	373,8	(594,9)	(61,4)	968,7	968,7	0
3. Capital	0,0	(19,0)	(100,0)	19,0	19,0	0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0
TOTAL	2 641,1	(908,0)	(25,6)	3 549,1	3 526,3	(22,8)

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

##### Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (86,7)
- Crédits non récurrents : (42,0)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 61,6
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : (169,8)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins de la budgétisation : (84,2)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère : 27,0

##### Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 24,1
- Mesures de réduction des dépenses : (40,1)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Communications : 5,0
- Réaménagement ministériel au Fonctionnement - Personnel pour répondre aux besoins de la budgétisation : (478,3)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : (20,6)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (85,0)

##### Capital

- Indexation : 0,4
- Mesures de réduction des dépenses : (0,4)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (19,0)



## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

#### ÉLÉMENT 04 - POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROSPECTIVE

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<b><u>DIRECTION GÉNÉRALE</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Propriété intellectuelle :</li><li>- Mise à jour des orientations en matière de propriété intellectuelle</li><li>- Tenue de nombreuses séances d'information et de sensibilisation sur le droit d'auteur (municipalités, commissions scolaires, entreprises culturelles, ministères, etc.)</li><li>- Information et conseil aux artistes et entreprises culturelles sur la fiscalité et l'application des lois sur le statut de l'artiste</li></ul> <b><u>ARTS, LETTRES ET BIBLIOTHÈQUES</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise à jour des orientations ministérielles sur la formation musicale en régions</li><li>- Bilan du programme d'aide aux centres d'artistes</li></ul> <b><u>PATRIMOINE ET MUSÉOLOGIE</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Comme suite à la Politique culturelle, harmonisation des orientations en patrimoine et mise à jour des outils d'intervention</li></ul> <b><u>INDUSTRIES CULTURELLES</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Suivi des travaux du conseil consultatif de la lecture et du livre sur la révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre</li><li>- Mise sur pied d'un comité interministériel (MCC, MEQ, SQDM) pour la révision du plan national de formation en métiers d'art.</li><li>- Poursuite des travaux sur la grappe des industries culturelles (identification des enjeux propres à chaque secteur)</li></ul>	<b><u>DIRECTION GÉNÉRALE</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Propriété intellectuelle :</li><li>- Suivi de la révision de la Loi sur le droit d'auteur</li><li>- Participation aux discussions sur le libre-échange entre les provinces (traitement de la culture et des industries culturelles)</li><li>- Analyse de l'impact des nouvelles technologies sur la copie privée et identification des solutions possibles</li></ul> <b><u>ARTS, LETTRES ET BIBLIOTHÈQUES</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Travaux visant la reconnaissance par le MEQ des programmes de formation en arts de la scène</li><li>- Mise à jour des orientations en diffusion de spectacles</li><li>- Mise à jour des programmes de soutien aux bibliothèques</li><li>- Travaux visant à accentuer la place des arts dans les programmes de formation de la main-d'oeuvre</li></ul> <b><u>PATRIMOINE ET MUSÉOLOGIE</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise à jour des mandats touchant le Centre de conservation du Québec</li><li>- Finalisation des orientations en matière du patrimoine, notamment en archéologie</li><li>- Mise en oeuvre des orientations en muséologie</li></ul> <b><u>INDUSTRIES CULTURELLES</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Travaux visant à accentuer la place des industries culturelles dans les programmes de formation de la main-d'oeuvre</li><li>- Finalisation de la révision du plan national de formation en métier d'art en concertation avec le MEQ et la SQDM</li><li>- Poursuite des travaux de la grappe des industries culturelles (identification d'actions pour chaque secteur)</li><li>- Révision de la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre</li></ul>

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<u>RECHERCHE, ÉVALUATION ET STATISTIQUE</u> <ul style="list-style-type: none"><li>- Analyses statistiques portant sur :<ul style="list-style-type: none"><li>• les artistes professionnels</li><li>• les organismes en théâtre</li></ul></li><li>- Recherches portant sur :<ul style="list-style-type: none"><li>• le financement privé des arts</li><li>• le public des arts en l'an 2000</li><li>• les loisirs culturels des jeunes</li><li>• les nouvelles technologies à l'usage des créateurs</li></ul></li><li>- Organisation et tenue du colloque Recherche arts et culture - 1993 dans le cadre du congrès de l'ACFAS</li></ul>	<u>RECHERCHE, ÉVALUATION ET STATISTIQUE</u> <ul style="list-style-type: none"><li>• Statistiques :<ul style="list-style-type: none"><li>• production et diffusion d'indicateurs aux fins de l'évaluation de la politique culturelle</li><li>• activité économique de la culture</li><li>• cadre de référence statistique ministériel</li></ul></li><li>- Recherches :<ul style="list-style-type: none"><li>• enquête quinquennale sur les comportements de la population en matière d'activités culturelles</li><li>• le financement de la culture et des arts</li></ul></li><li>- Évaluation<ul style="list-style-type: none"><li>• loi 90 sur le statut de l'artiste</li><li>• élaboration d'un cadre ministériel d'évaluation</li></ul></li></ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 05 - MÉDIAS ET TECHNOLOGIE

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	2 911,2	(106,5)	(3,5)	3 017,7	3 017,7	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	528,0	(378,1)	(41,7)	906,1	769,3	(136,8)
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	2 705,4	(750,0)	(21,7)	3 455,4	3 455,4	0,0
TOTAL	6 144,6	(1 234,6)	(16,7)	7 379,2	7 242,4	(136,8)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (236,3)
- Réaménagement provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour répondre aux besoins de la budgétisation : 100,9
- Ajustement aux crédits comparatifs 1993-1994 à la suite du transfert de juridiction : 28,9

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 11,1
- Mesures de réduction des dépenses : (277,2)
- Réaménagement au Fonctionnement - Personnel pour répondre aux besoins de la budgétisation : (100,9)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction : (11,1)

Transfert

- Indexation : 72,6
- Mesures de réduction des dépenses (822,6)

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

### ÉLÉMENT 05 - MÉDIAS ET TECHNOLOGIE

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b>RADIO TÉLÉVISION - PUBLICITÉ</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Grappe médias;</li> <li>Lettre sur les canaux audionumériques.</li> </ol> <p><b>ÉCONOMIE DES MÉDIAS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Mémoire au CRTC sur les nouveaux canaux;</li> <li>Impacts de la TVQ sur l'industrie de la publicité;</li> <li>Évaluation du marché vidéo-corporatif;</li> <li>Analyse des enjeux de L'ALENA.</li> </ol> <p><b>VALORISATION DES TECHNOLOGIES</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Grappe industrielle des technologies de l'information: création d'un groupe d'intérêt en normalisation;</li> <li>Service d'urgence 911: décisions de la Régie des télécommunications et du CRTC;</li> <li>Publication d'un profil de l'industrie québécoise des services informatiques;</li> <li>Séminaire sur les systèmes et technologies de gestion du spectre des fréquences;</li> <li>Séminaire sur la restructuration du secteur des télécommunications avec la Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications.</li> </ol> <p><b>DIRECTION GÉNÉRALE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Étude d'évaluation du PARC;</li> <li>Enquête sur les exportations audiovisuelles québécoises;</li> <li>Bilan des programmes d'aide Ottawa-Québec à l'exportation;</li> <li>Participation du Ministre au MIP-TV 93;</li> <li>Mission industrielle Québec-Mexique;</li> <li>Opération réalignement gouvernemental.</li> </ol> <p><b>SECRÉTARIAT À LA RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</b></p> <p>Au cours de l'année financière 1993-1994, le Service de la réglementation des télécommunications a notamment réalisé:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une intervention devant le CRTC, dans le dossier de Bell Canada intitulé «Majoration tarifaire générale 1993-1994 et procédures modifiées concernant le service public d'appel d'urgence 9-1-1...» Cette intervention a contribué au rejet, par le CRTC, des hausses tarifaires proposées par Bell Canada et à l'adoption du tarif de 0,32 \$ par mois pour le service 9-1-1, plutôt que celui de 0,41 \$ proposé par Bell.</li> <li>Une intervention devant le CRTC dans le dossier intitulé «Examen du cadre de réglementation». Cette intervention a préconisé des assouplissements réglementaires importants pour les compagnies de téléphone ainsi qu'une formule de réglementation par le plafonnement des prix plutôt que par le taux de rendement. La décision, dans ce dossier, est attendue à la fin de l'été 1994.</li> </ul>	<p><b>RADIO - TÉLÉVISION - PUBLICITÉ</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Grappe médias;</li> <li>Lettre d'attentes à Radio-Québec;</li> <li>Lettre au CRTC sur les canaux audionumériques;</li> <li>Renouvellement de l'entente de concertation Canada-Québec.</li> </ol> <p><b>ÉCONOMIE DES MÉDIAS</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Modification au programme d'aide des variétés et magazines;</li> <li>Modification au taux d'imposition foncier des grandes entreprises de câblodistribution;</li> <li>Projet d'entente de coproduction Québec-Luxembourg;</li> <li>Projet de modernisation des infrastructures de médias.</li> </ol> <p><b>VALORISATION DES TECHNOLOGIES</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Autoroute de l'information au Québec et dans la francophonie;</li> <li>Grappes des technologies: projet d'un institut de formation en télécommunications;</li> <li>Guide d'implantation du service d'urgence 911 au Québec;</li> <li>Forum sur les télécommunications dans la francophonie.</li> </ol> <p><b>DIRECTION GÉNÉRALE</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>Participation au MIP-TV 1994;</li> <li>Groupe de travail tripartite Canada/Québec/France sur la production audiovisuelle - automne 1994;</li> <li>Mise en place d'un groupe de travail mixte Québec-Mexique;</li> <li>Élaboration d'une stratégie gouvernementale pour la mise en place d'une autoroute de l'information au Québec.</li> </ol> <p><b>SECRÉTARIAT À LA RÉGLEMENTATION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</b></p> <p>Au cours de l'année financière 1994-1995, le Secrétariat à la réglementation des télécommunications participera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À l'examen, par le CRTC, de la phase III de l'Enquête sur le prix de revient des services qui aura un impact important sur l'évolution de la concurrence dans le secteur et sur les niveaux des tarifs. Cette instance se déroulera au cours du printemps et de l'été 1994.</li> <li>À l'audience spécifique que le CRTC devrait amorcer, à l'automne 1994, sur l'implantation d'une réglementation par le plafonnement des prix pour Bell Canada.</li> <li>À l'examen, par le CRTC, du cadre de réglementation de Téléglobe Canada qui devrait également être lancé par le CRTC à l'automne 1994.</li> </ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

ÉLÉMENT 06 - SOUTIEN ET DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCOPHONIE

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	935,1	24,8	2,7	910,3	910,3	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	211,3	22,1	11,7	189,2	189,2	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	4 540,0	(463,5)	(9,3)	5 003,5	5 003,5	0,0
TOTAL	5 686,4	(416,6)	(6,8)	6 103,0	6 103,0	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (91,0)
- Réaménagement à la suite du transfert de juridiction du ministère des Affaires internationales pour la CSST : (4,3)
- Réaménagement pour répondre aux besoins de la budgétisation: 58,9
- Transfert de juridiction du ministère des Affaires internationales pour l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles non inclus dans les crédits comparatifs : 61,2

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 4,0
- Mesures de réduction des dépenses : (12,0)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction : 30,1

Transfert

- Indexation : 105,1
- Mesures de réduction des dépenses : (511,5 dont 243,5 de compression récurrente 1993-1994)
- Réaménagement pour répondre aux besoins : 48,0
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction : (105,1)

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 01 - PLANIFICATION, MÉDIAS, FRANCOPHONIE, GESTION INTERNE ET SOUTIEN

### ÉLÉMENT 06 - SOUTIEN ET DÉVELOPPEMENT DE LA FRANCOPHONIE

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><u>DIRECTION DE LA FRANCOPHONIE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les engagements pris par le Québec auprès des organismes francophones, que ce soit les suivis du 4<sup>e</sup> Sommet, le budget général de l'Agence de coopération culturelle et technique ou TV5, se sont déroulés normalement.</li> </ul> <p>Annonce, au 4<sup>e</sup> Sommet francophone à Chaillot, de la tenue de sessions d'échanges avec des partenaires francophones du Sud sur l'organisation de consultations électorales et la mise en place de structures d'appui aux droits de la personne. Tel que prévu, deux séminaires ont été tenus avec succès.</p> <p>Le Directeur général des élections (DGE) et l'École nationale d'administration publique (ENAP) se sont associés et ont conduit deux séances d'échange et d'information. Dix pays africains y ont participé. Ils ont chacun désigné quatre représentants et toutes les évaluations ont été positives.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Annonce de la création de TV5 Afrique, par la diffusion du signal de TV5 Europe vers l'Afrique, l'appui à la préparation et à la production de deux heures hebdomadaires de productions africaines et la création d'une petite équipe de TV5 Afrique au sein de TV5 Europe. La diffusion en Afrique a commencé en juin 1993.</li> <li>Participation au 5<sup>e</sup> Sommet francophone à Maurice qui fut immédiatement suivi par la Conférence des ministres de la Francophonie (CMF) en décembre 1993 à Bamako au Mali.</li> </ul> <p>Le secrétaire général de l'ACCT, M. Jean-Louis Roy, a été reconduit dans ses fonctions pour un mandat de quatre ans.</p> <p>Le Sommet de Maurice quant à lui a été marqué par la solidarité des francophones autour de l'exception culturelle dans les négociations du cycle de l'Uruguay.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La consolidation et le développement du Forum francophone des affaires (FFA), dont le siège international est confirmé à Montréal. Les comités nationaux du FFA dépassent maintenant la vingtaine et des projets d'interconnexion informatique des comités sont à l'étude et s'annoncent prometteurs.</li> </ul>	<p><u>DIRECTION DE LA FRANCOPHONIE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuite des engagements pris au Sommet de Maurice : <ul style="list-style-type: none"> <li>poursuite de l'action engagée au Sommet de Chaillot en faveur de la démocratie. Il est proposé d'organiser la formation des directeurs de scrutin dans un pays africain.</li> <li>organisation avec la Société de développement international Desjardins (SDID) des activités de formation et de développement technologique dans le réseau des Caisses d'épargne et de crédit d'Afrique francophone.</li> </ul> </li> <li>Maintien de nos engagements dans TV5 qui prévoit en 1994-1995 la finalisation des études sur la diffusion de TV5 aux États-Unis, le renforcement de TV5 Afrique par l'augmentation de deux à quatre heures des programmes africains diffusés sur tout le réseau TV5 et une expérience de décrochage de deux heures semaine afin de permettre aux télévisions africaines de s'échanger des émissions entre elles. L'exploration du marché asiatique sera poursuivie.</li> <li>Maintien de notre appui au projet d'Institut francophone d'informatique (IFI) à Hanoi au Viêt-nam, en collaboration avec l'AUFELF-UREF et l'Université Laval. L'Institut de niveau universitaire devrait recevoir ses premiers étudiants en septembre 1994.</li> </ul>

<b>Rétrospective 1993-1994</b> <b>Points saillants</b>	<b>Prospective 1994-1995</b> <b>Points saillants</b>
<p><b>AGENCE QUÉBEC / WALLONIE-BRUXELLES POUR LA JEUNESSE</b></p> <p><b>Administration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation et nouveau conseil d'administration;</li> <li>Rationalisation des ressources humaines;</li> <li>Déménagement des bureaux de l'Agence;</li> <li>Partage de services avec l'OFQJ (aires de bureaux, centre de documentation, réceptionniste, etc.);</li> <li>Plan directeur pour le développement du marketing et de la commandite.</li> </ul> <p><b>Programmation</b></p> <p><b>a) Programmes réguliers: Gestion de l'entente et des programmes de coopération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Début du programme d'intervention (biénum 1993-1995): articulation des champs prioritaires d'intervention;</li> <li>750 missions à l'envoi et à l'accueil.</li> </ul> <p><b>b) Programmes d'aide à la coopération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation et implantation de nouveaux programmes;</li> <li>500 échanges à l'envoi et à l'accueil.</li> </ul> <p><b>Axes généraux de développement:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation à la conception et à l'encadrement de projets internationaux;</li> <li>Mobilité des jeunes Québec/CFB;</li> <li>Stages en milieu de travail;</li> <li>Réseaux spécialisés Québec/CFB;</li> <li>Réseaux multilatéraux dans la Francophonie;</li> <li>Réseaux institutionnels, municipaux et scolaires.</li> </ul> <p><b>Secteurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Culture;</li> <li>Communications;</li> <li>Environnement et agriculture;</li> <li>Science et technologie;</li> <li>Économie et commerce;</li> <li>Projets spéciaux.</li> </ul>	<p><b>AGENCE QUÉBEC / WALLONIE-BRUXELLES POUR LA JEUNESSE</b></p> <p><b>Administration</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation des opérations financières et de programmation</li> </ul> <p><b>Programmation</b></p> <p><b>a) Programmes réguliers: Gestion de l'entente et des programmes de coopération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Consolidation du programme d'intervention 1994-1995 et fin du biénum;</li> <li>Plan d'orientation triennal;</li> <li>850 missions à l'envoi et à l'accueil.</li> </ul> <p><b>b) Programmes d'aide à la coopération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Plan de développement triennal;</li> <li>760 échanges à l'envoi et à l'accueil.</li> </ul> <p><b>Axes généraux de développement (en plus de 1993-1994):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de la mobilité des jeunes à l'intérieur de la Francophonie et en Europe;</li> <li>Incubateur de projets bilatéraux et multilatéraux.</li> </ul> <p><b>Secteurs:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Culture;</li> <li>Communications et télécommunications;</li> <li>Environnement et agriculture;</li> <li>Science et technologie;</li> <li>Économie et commerce;</li> <li>Projets spéciaux.</li> </ul> <p><b>Objectifs généraux:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Formation</li> <li>Échange d'expertise</li> <li>Développement de réseaux bilatéraux et multilatéraux</li> <li>Création de réseaux</li> <li>Participation à des événements internationaux</li> </ul>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

#### DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 02 comprend cinq éléments :

- Élément 01 : Soutien au cinéma
- Élément 02 : Soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels
- Élément 03 : Soutien au patrimoine
- Élément 04 : Soutien aux fonctions culturelles
- Élément 05 : Service de la dette

Ce programme vise à favoriser le soutien au développement et au rayonnement du cinéma. Il assure un soutien à l'implantation et à l'amélioration des équipements culturels tant en crédits directs qu'en service de la dette conformément au plan triennal d'immobilisation. Il vise également à favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine québécois. Il vise aussi à assurer aux personnes, aux organismes et institutions l'accessibilité aux ressources financières nécessaires à la prise en charge de leur épanouissement culturel dans les secteurs des arts, des lettres, des musées et des industries culturelles.

#### Programme 02, élément 01

Cet élément comprend les organismes suivants :

La SOGIC, dans le domaine du cinéma et de la télévision, a pour mandat de favoriser l'essor du cinéma québécois. Par le biais d'investissements ou de subventions, elle procure une aide financière aux films émanant du secteur privé et destinés aux salles de cinéma ou pour la télévision, qu'il s'agisse de longs, moyens ou de courts métrages, de films de fiction ou de documentaires. Les programmes d'aide touchent la production, la diffusion, la promotion et les projets spéciaux. Le conseil d'administration est composé de 9 membres.

L'Institut québécois du cinéma exerce des fonctions de conseil, de concertation et de recherche dans le domaine du cinéma. De plus, l'Institut doit également tenir une audience publique, au moins une fois au cours de périodes successives de deux années, sur l'une ou l'autre des matières prévues au chapitre «contrôle et surveillance du cinéma» de la Loi sur le cinéma ou sur tout autre matière prévue à la loi. Le conseil d'administration est composé de 13 membres.

La Cinémathèque québécoise est la cinémathèque reconnue par la Loi sur le cinéma. Elle exerce des fonctions en matière de conservation et de diffusion du répertoire cinématographique. Le conseil d'administration est composé de 15 membres dont 3 sont nommés par le gouvernement, après consultation auprès de la Cinémathèque.



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	14 993,6	0,0	0,0	14 993,6	14 393,6	(600,0)
TOTAL	14 993,6	0,0	0,0	14 993,6	14 393,6	(600,0)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 314,9
- Mesures de réduction des dépenses : (314,9)

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

### ÉLÉMENT 01 - SOUTIEN AU CINÉMA

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b><u>SOGIC</u></b></p> <p>Elle a géré comme par le passé les programmes d'aide au secteur régulier du cinéma et de la télévision, aux jeunes créateurs du cinéma et de la télévision ainsi qu'aux variétés/magazines.</p> <p>De plus, elle a assuré la gestion du programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle.</p> <p>Par ailleurs, elle a poursuivi son programme de coscénarisation et de coproduction entre le Québec, le Canada et la France connu sous l'appellation <u>Francofiction</u>.</p> <p><b><u>INSTITUT QUÉBÉCOIS DU CINÉMA</u></b></p> <p>L'Institut a coordonné les travaux du comité de concertation sur l'éducation cinématographique dans les milieux scolaire et télévisuel.</p> <p>Il a dirigé, conjointement avec le Bureau de la Statistique du Québec, la publication de <u>Statistiques sur l'industrie du film, édition 1993</u> réalisée en collaboration avec plusieurs organismes et qui réunit sous un même couvert la majorité des données disponibles sur l'industrie.</p> <p>Il a organisé un Séminaire sur la situation du cinéma en salle afin d'examiner les façons de maintenir la part du marché du cinéma québécois. Il a aussi publié <u>La situation du français dans les cinémas du Québec</u> en 1992.</p> <p>Il a également organisé un Séminaire sur le <u>Centenaire du cinéma</u> qui sera célébré en 1995 sous l'égide de l'UNESCO. Un avis a été préparé sur cette question.</p> <p>Il a poursuivi sa participation à la coopération francophone et a entrepris des échanges avec le Mexique en vue d'un rapprochement des milieux professionnels québécois et mexicains.</p> <p><b><u>CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE</u></b></p> <p>Collections</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 985 éléments sont venus enrichir la collection films: 687 longs métrages, 2 940 courts métrages, 240 bandes vidéos, 118 séries télévisées;</li> <li>- un vaste travail de traitement et d'information des collections non-film a été entrepris au courant de l'année 1993-1994;</li> <li>- les vidéodisques laser de Lumivision (produits à partir des films de notre collection de cinéma d'animation) ont été mis en marché cette année.</li> </ul> <p>Célébrations marquant le 30<sup>e</sup> anniversaire de la Cinémathèque:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la journée portes ouvertes du 18 avril 1993 qui a attiré plus de 1 000 personnes.</li> </ul>	<p><b><u>SOGIC</u></b></p> <p>Elle procédera, en concertation avec le ministère de la Culture et des Communications, à la révision des programmes d'aide au secteur privé du cinéma et de la télévision, aux jeunes créateurs ainsi qu'aux variétés/magazines.</p> <p>Elle administrera à nouveau le programme de financement intérimaire des crédits d'impôt remboursables à la production cinématographique et télévisuelle conformément au système de crédits d'impôt mis en place par le ministre des Finances en décembre 1990.</p> <p><b><u>INSTITUT QUÉBÉCOIS DU CINÉMA</u></b></p> <p>L'Institut tiendra une audience publique sur un thème encore à déterminer conformément aux exigences de la Loi sur le cinéma.</p> <p>Il assurera le suivi des travaux découlant du Séminaire sur le cinéma en salle en organisant un colloque ouvert au milieu professionnel.</p> <p>Il poursuivra les travaux du Groupe de réflexion international sur l'évolution du cinéma comme art et industrie à l'aube du 2<sup>e</sup> Centenaire du cinéma.</p> <p>Aussi, il poursuivra ses recherches sur le monitoring des marchés, et il se propose d'organiser un séminaire sur l'état de la recherche et du développement (R &amp; D) dans l'audiovisuel.</p> <p>Il produira une analyse de la situation du français à l'écran en 1993 et il collaborera à la publication de l'édition 1993 des <u>Statistiques sur l'industrie du film</u>.</p> <p><b><u>CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE</u></b></p> <p>Souligner le centenaire du spectacle cinématographique:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rétrospective <u>Gaumont</u> (novembre et décembre 1994);</li> <li>- exposition <u>Le cinéma au Québec au temps du muet</u> (février 1995);</li> <li>- 1895-1995 / 1 000 films, exposition de photos et programmation de films (été 1995);</li> <li>- exposition <u>Un siècle et quart de projections</u> (automne 1995);</li> <li>- projection-concert dans le cadre du Festival de jazz de Montréal (été 1995).</li> </ul> <p>Compléter les démarches en vue de la mise en oeuvre de la politique culturelle dans le domaine du patrimoine télévisuel.</p>

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>Programmation de la salle Claude-Jutra et implantation de la formule d'abonnement <u>Les Amis de la Cinémathèque</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- recrutement de 500 amis;</li><li>- hausse de 34 % de la fréquentation de la salle Claude-Jutra (34 500 spectateurs aux séances de la programmation régulière par rapport à 25 700 en 1992-1993);</li><li>- taux d'occupation de 34 % (le taux d'occupation en salle commerciale est de 15 % en 1992).</li></ul> <p>Fréquentation du centre de documentation cinématographique et télévisuelle:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le centre a accueilli plus de 5 200 lecteurs et a offert un service téléphonique à 2 611 personnes.</li></ul> <p>Publications parues en 1993-1994:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La <u>Revue de la Cinémathèque</u> (publiée à six reprises et autofinancées à 51 %);</li><li>- L'<u>Annuaire du cinéma québécois</u> - 1992 (coédité avec la SOGIC);</li><li>- Le <u>Répertoire des séries, feuilletons et téléromans québécois - 1952-1992</u> (édité par les Publications du Québec et lancé en collaboration avec la Société Radio-Canada).</li></ul>	<p>Mieux faire connaître les installations de la Cinémathèque et ses projets de développement à la communauté des affaires, implanter le Centre de diffusion et de documentation cinématographique et télévisuelle.</p> <p>Diversifier les sources de financement notamment la cueillette de fonds, la recherche de partenaires et la croissance du groupe des Amis.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 02 - SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	1 612,9	0,0	0,0	1 612,9	2 038,2	425,3
TOTAL	1 612,9	0,0	0,0	1 612,9	2 038,2	425,3

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 33,9
- Mesures de réduction des dépenses : (33,9)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

#### ÉLÉMENT 02 - SOUTIEN À L'IMPLANTATION ET À L'AMÉLIORATION DES ÉQUIPEMENTS

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<u>Service de dette</u> Projets annoncés : <ul style="list-style-type: none"><li>- arts de la scène : 5</li><li>- bibliothèque : 1</li><li>- arts visuels : 1</li><li>- muséologie : 2</li><li>- patrimoine : 1</li></ul>	<u>Service de dette</u> Projets prévus : <ul style="list-style-type: none"><li>- archives : 2</li><li>- arts de la scène : 7</li><li>- bibliothèques : 16</li><li>- muséologie : 4</li><li>- patrimoine : 3</li><li>- multidisciplinaire : 2</li></ul>
<u>Crédits réguliers</u> Projets en cours : <ul style="list-style-type: none"><li>- arts de la scène : 6</li><li>- bibliothèques : 11</li><li>- arts visuels : 4</li><li>- muséologie : 3</li><li>- patrimoine : 2</li></ul>	<u>Crédits réguliers</u> Projets prévus : <ul style="list-style-type: none"><li>- arts de la scène : 10</li><li>- bibliothèques : 12</li><li>- arts visuels : 3</li><li>- muséologie : 1</li><li>- patrimoine : 7</li></ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 03 - SOUTIEN AU PATRIMOINE

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	12 873,4	(200,0)	0,0	13 073,4	13 090,5	17,1
TOTAL	12 873,4	(200,0)	0,0	13 073,4	13 090,5	17,1

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 169,0
- Mesures de réduction des dépenses : (369,0)

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

### ÉLÉMENT 03 - SOUTIEN AU PATRIMOINE

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b><u>RESTAURATION DES BIENS PATRIMONIAUX</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>153 subventions ont été accordées à des propriétaires pour la restauration de bâtiments patrimoniaux.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Restauration d'une dizaine de monuments classés historiques, restauration du patrimoine religieux et de résidences du Village Minier de Bourlamarque.</p> <p><b><u>PROJETS EN PATRIMOINE : MUNICIPALITÉS</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Quatrième année de l'Entente-cadre en patrimoine avec la Ville de Québec.</p> <p>Signature d'ententes sur la mise en valeur du patrimoine notamment avec les Villes de Lévis et Trois-Rivières.</p> <p>Annonce d'une subvention de 100 000 \$ pour la restauration de la maison Arthur-Villeneuve.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Ententes pour la recherche, la production d'inventaires et les études sur la mise en valeur et la diffusion du patrimoine.</p> <p>Cinq ententes pour la révision du schéma d'aménagement et du plan directeur des parcs régionaux de Montréal.</p> <p>Soutien à une enquête anthropologique.</p> <p>Signature de 13 ententes pour le fonctionnement de sites et pour l'aide à la restauration à Laval, Lanaudière et Laurentides.</p> <p>Cinquième année de l'Entente-cadre avec la Ville de Montréal.</p> <p><b><u>PROJETS EN PATRIMOINE : ORGANISMES</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Soutien à des projets qui sont destinés aux jeunes et aux communautés culturelles.</p> <p>Promotion et diffusion de l'architecture, de l'histoire et de l'archéologie.</p>	<p><b><u>RESTAURATION DES BIENS PATRIMONIAUX</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Les Villes de Québec et Beauport assumeront la gestion d'un programme conjoint de restauration sur leur territoire.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Mise en valeur et soutien de projets à l'intérieur de certains arrondissements et lieux historiques.</p> <p><b><u>PROJETS EN PATRIMOINE : MUNICIPALITÉS</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Une quinzaine de municipalités sont en processus d'élaboration d'une politique culturelle.</p> <p>Conclure des ententes globales avec plusieurs municipalités.</p> <p>Cinquième année de l'Entente-cadre en patrimoine avec la Ville de Québec.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Maintien des interventions sur la mise en valeur, la connaissance et la diffusion du patrimoine, consolidation de partenariat.</p> <p>Sixième et dernière année de l'Entente-cadre avec la Ville de Montréal.</p> <p><b><u>PROJETS EN PATRIMOINE : ORGANISMES</u></b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Soutien des projets de recherche et de mise en valeur en Estrie, Outaouais et en Montérégie.</p> <p>Support à des projets destinés aux jeunes publics et au secteur interculturel.</p> <p>Soutien au Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire; implantation du réseau Info-Muse dans le circuit des sites historiques et au Nord-du-Québec on développera une plus grande implication en milieu scolaire.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

ÉLÉMENT 04 - SOUTIEN AUX FONCTIONS CULTURELLES

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	58 028,6	(2 350,3)	(3,9)	60 378,9	58 453,9	(1 925,0)
TOTAL	58 028,6	(2 350,3)	(3,9)	60 378,9	58 453,9	(1 925,0)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 1 304,3
- Mesures de réduction des dépenses : (3 654,6)



## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

#### ÉLÉMENT 04 - SOUTIEN AUX FONCTIONS CULTURELLES

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<b><u>FORMATION PROFESSIONNELLE EN ARTS DE LA SCÈNE</u></b>  Une aide financière a été accordée à sept écoles de formation professionnelle en arts de la scène : École nationale de cirque, École nationale de théâtre, École nationale de l'humour, École supérieure de danse du Québec, Ateliers de danse moderne de Montréal, Forte Jeune chanson et Musitechnic.	<b><u>FORMATION PROFESSIONNELLE EN ARTS DE LA SCÈNE</u></b>  Le soutien au fonctionnement des écoles sera maintenu pour l'exercice financier 1994-1995 et il sera géré en région.
<b><u>DIFFUSION DES ARTS DE LA SCÈNE</u></b>  <b><u>Milieus culturels de l'Est</u></b>  L'année a été marquée par une concertation accrue des diffuseurs majeurs de la région de Québec.  Mise en place d'un projet pilote de déduction à la source pour le personnel de la fonction publique, parapublique et municipale des régions de Québec et Chaudière-Appalaches pour leur permettre de planifier leurs sorties culturelles.  Réalisation de la phase II du plan de relance (présentement en cours).	<b><u>DIFFUSION DES ARTS DE LA SCÈNE</u></b>  <b><u>Milieus culturels de l'Est</u></b>  La concertation entreprise va s'accroître entre producteurs et diffuseurs en vue d'avoir une meilleure rationalisation de l'offre et de la demande.
<b><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></b>  Consolidation des réseaux de diffuseurs en Estrie, Montérégie et dans les régions des Laurentides, Lanaudière.  Pour Montréal :  1) Consolidation du réseau à Montréal par l'ouverture du Monument national, Salle Pierre-Mercure dans le Centre Péladeau, annonce du projet relocalisation Cabone 14, Espace Go, rénovation de La Veillée  2) Création d'une nouvelle Corporation de diffusion  3) Élaboration d'un bilan de la diffusion de l'Île et périphérie	<b><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></b>  Évaluation du réseau et renforcement des alliances à l'égard de petites salles et développement des marchés auprès des jeunes à Montréal
<b><u>MARCHÉ DE L'ART</u></b>  Soutien aux galeries d'art contemporain pour leurs expositions à risque et aide pour le développement de nouveaux marchés par l'exportation, notamment en France, aux États-Unis et au Mexique.	<b><u>MARCHÉ DE L'ART</u></b>  Maintien de l'aide aux galeries pour leurs expositions et l'exportation. En 1994-1995, plusieurs galeries québécoises participeront à la foire de Guadalajara au Mexique. Ce programme sera géré en région.
<b><u>BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES</u></b>  153 bibliothèques publiques autonomes 11 centres régionaux de services aux bibliothèques publiques 3 nouvelles bibliothèques  Annonce de la construction de la bibliothèque à Trois-Rivières.	<b><u>BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES</u></b>  6 nouvelles bibliothèques sont prévues  Maintien des programmes.  Poursuite des mesures inscrites à la Politique culturelle notamment en ce qui concerne le renouvellement des collections de livres, la formation des bénévoles et le soutien des projets coopératifs.

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p><b><u>BIBLIOTHÈQUES SPÉCIALISÉES</u></b></p> <p>2 organismes : - La Magnétothèque - Institut Nazareth et Louis-Braille</p> <p><b><u>PLAN DE RELANCE DU SPECTACLE</u></b></p> <p>La phase 2 du Plan de relance du spectacle québécois visait à mieux structurer le marché par le biais de la concertation.</p> <p><b><u>DISQUE ET SPECTACLE QUÉBÉCOIS</u></b></p> <p>Dans le cadre de ce programme, 83 entreprises ont présenté 336 projets pour 169 artistes. Un total de 33 entreprises ont été subventionnées pour la réalisation de 106 projets touchant 69 artistes.</p> <p><b><u>LIVRES ET ÉDITIONS SPÉCIALISÉES</u></b></p> <p>Par son programme d'aide, le ministère a aidé 138 projets de production ou de promotion présentés par les éditeurs et libraires agréés du Québec.</p> <p><b><u>MÉTIERS D'ART</u></b></p> <p>Le ministère soutient au fonctionnement et aux équipements douze centres de recherche, de diffusion et d'innovation en métiers d'art, dont six sont à Montréal et six autres à Québec.</p> <p>Dans le cadre de la grappe des industries culturelles, la table de concertation a amorcé ses travaux. Après plusieurs rencontres des comités, des priorités ont été établies et il a été décidé de démarrer certains projets à court terme, notamment dans le secteur de la commercialisation.</p> <p>Un comité interministériel formé du MCC, du MEQ et de la SQDM a été mis sur pied pour la mise à jour du Plan national de formation en métiers d'art. Une première phase des travaux est en voie d'être complétée.</p> <p><b><u>MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION</u></b></p> <p>Acquisition d'une oeuvre majeure soit la maison Arthur-Villeneuve.</p> <p>Relocalisation du Musée Marius-Barbeau dans un bâtiment patrimonial rénové.</p> <p><b><u>MUSÉES INTERMÉDIAIRES</u></b></p> <p>Introduction d'une nouvelle norme de financement pour les musées intermédiaires.</p> <p>Ouverture du Musée Mc Cord.</p> <p>Annonce de la construction du Musée des arts et traditions populaires à Trois-Rivières.</p>	<p><b><u>BIBLIOTHÈQUES SPÉCIALISÉES</u></b></p> <p>Maintien du soutien aux organismes.</p> <p><b><u>PLAN DE RELANCE DU SPECTACLE</u></b></p> <p>Fin de la gestion de la phase 2 entreprise en 1993-1994.</p> <p><b><u>DISQUE ET SPECTACLE QUÉBÉCOIS</u></b></p> <p>Ce programme sera géré par la Direction générale des milieux culturels de l'Ouest.</p> <p><b><u>LIVRES ET ÉDITIONS SPÉCIALISÉES</u></b></p> <p>La responsabilité de ce programme relèvera des Milieux culturels de l'Ouest du Québec.</p> <p><b><u>MÉTIERS D'ART</u></b></p> <p>Le ministère poursuivra son engagement à soutenir les centres de recherche, de diffusion et d'innovation en métiers d'art. La responsabilité de ce programme relèvera des milieux culturels de l'Est et de l'Ouest du Québec.</p> <p>Les travaux de la table de concertation du secteur des métiers d'art se poursuivront afin d'approfondir le plan d'action et les diverses mesures à élaborer.</p> <p>Le comité interministériel mandaté pour effectuer la mise à jour du Plan national de formation en métiers d'art procédera à la seconde phase des travaux et devrait être en mesure de déposer son rapport et ses recommandations au cours de l'année.</p> <p>La responsabilité de la table de concertation et du comité interministériel relèvera de la Direction générale des politiques, des programmes et de la prospective.</p> <p><b><u>MUSÉES ET CENTRES D'EXPOSITION</u></b></p> <p>Énoncé d'orientations en muséologie.</p> <p><b><u>MUSÉES INTERMÉDIAIRES</u></b></p>

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b><u>PRIX DU QUÉBEC</u></b></p> <p>Gestion du Secrétariat des Prix du Québec et participation au comité d'organisation de la remise des Prix 1993.</p> <p>Les lauréats des prix culturels ont été en 1993 :</p> <p>Prix Athanase-David : Gilles Hénault          Prix Paul-Émile-Borduas : Armand Vaillancourt          Prix Denise-Pelletier : Monique Mercure          Prix Albert-Tessier : Francis Mankiewicz          Prix Gérard-Morisset : Carmen Gill-Casavant.</p> <p>Chaque lauréat a reçu une bourse de 30 000 \$ non imposable, une médaille en argent, création exclusive d'un artiste du Québec, et un parchemin calligraphié.</p> <p><b><u>ÉVÉNEMENTS MAJEURS</u></b></p> <p>Pour l'exercice 1993-1994, le Ministère a soutenu 5 événements majeurs pour le développement des marchés en arts visuels et en arts de la scène et à 3 événements majeurs dans le secteur du patrimoine vivant.</p> <p><b><u>ASSOCIATIONS ET REGROUPEMENTS NATIONAUX</u></b></p> <p>Soutien au fonctionnement et aux projets spéciaux des associations du secteur des industries culturelles et plus spécifiquement dans les domaines du disque et du spectacle, du livre, des métiers d'art, du marché de l'art ainsi que dans les domaines de la muséologie et du patrimoine vivant. Mentionnons que le ministère a accordé une première aide à l'Association des éditeurs anglophones pour le regroupement de diverses associations d'intervenants anglophones.</p> <p><b><u>AIDE À LA CONCERTATION</u></b></p> <p>Soutien à l'ensemble des Conseils régionaux de la culture. Ce qui a été demandé au CRC par la ministre.</p> <p><b><u>SENSIBILISATION DES JEUNES AUX ARTS ET À LA CULTURE EN MILIEUX SCOLAIRES</u></b></p> <p>Le programme «Les artistes à l'école» a été révisé de manière à ce que sa gestion soit en grande partie assumée par les différentes directions régionales.</p> <p>En 1993-1994, 60 artistes ont obtenu une bourse dans le cadre de ce programme. À la fin de l'année, 505 écoles auront été visitées et 884 ateliers auront été réalisés.</p>	<p><b><u>PRIX DU QUÉBEC</u></b></p> <p>La gestion du Secrétariat des Prix du Québec sera assumée dorénavant par la Direction des communications du ministère.</p> <p><b><u>ÉVÉNEMENTS MAJEURS</u></b></p> <p>Maintien de l'aide à ces manifestations pour le développement des marchés.</p> <p><b><u>ASSOCIATIONS ET REGROUPEMENTS NATIONAUX</u></b></p> <p>Compte tenu du nouveau mandat du ministère de la Culture et des Communications, la majorité des organismes relèveront, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1994, de la responsabilité du Conseil des arts et des lettres du Québec. Pour sa part, le Ministère conserve uniquement la gestion des associations relevant du secteur des industries culturelles, de la muséologie et du patrimoine vivant.</p> <p><b><u>AIDE À LA CONCERTATION</u></b></p> <p>Maintien du soutien aux CRC dans le contexte de leur implication dans la réalisation et le suivi des plans de développement stratégique.</p> <p><b><u>SENSIBILISATION DES JEUNES AUX ARTS ET À LA CULTURE EN MILIEUX SCOLAIRES</u></b></p> <p>Le programme sera révisé et les principaux changements seront :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- fusion des volets I et II en un seul;</li> <li>- ouverture du programme aux organismes sans but lucratif oeuvrant dans le domaine de la production et subventionnés dans le cadre d'un des programmes du ministère et du CALQ.</li> </ul>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

#### ÉLÉMENT 05 - SERVICE DE LA DETTE

##### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	21 717,9	2 015,5	10,2	19 702,4	19 202,4	(500,0)
TOTAL	21 717,9	2 015,5	10,2	19 702,4	19 202,4	(500,0)

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

##### Transfert

- Mesures de réduction des dépenses : (700,0)
- Ajustement en fonction des projets à financer et des taux d'intérêt prévus : 2 715,5

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 02 - DÉVELOPPEMENT DES MILIEUX CULTURELS

#### ÉLÉMENT 05 - SERVICE DE LA DETTE

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>Crédits : 19 702 400 \$ Montant dépensé : 18 688 500 \$ Gel des crédits : 500 000 \$ Crédits périmés : 513 900 \$</p> <p>Les crédits 1993-1994 prévoyaient financer 153 projets lors de l'établissement des budgets. En cours d'exercice, 141 projets ont été financés au lieu de 153 tel que prévu. Cette différence s'explique principalement par des retards dans les échéances de réalisation des travaux de certains projets.</p>	<p>Crédits : 21 717 900 \$</p> <p>Ces crédits sont constitués de 19 172 700 \$ pour 144 projets déjà en financement et de 2 545 200 \$ pour 24 projets dont les travaux ne sont pas terminés mais qui devraient faire l'objet d'un financement en 1994-1995.</p>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

#### DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 03 comprend trois éléments :

- Élément 01 : Archives nationales
- Élément 02 : Centre de conservation du Québec
- Élément 03 : Conservatoire de musique et d'art dramatique

Ce programme vise à favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer l'information, la sensibilisation, l'expertise et la restauration dans le domaine des biens culturels. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

#### ÉLÉMENT 01 - ARCHIVES NATIONALES

##### Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	5 663,5	13,9	0,2	5 649,6	5 649,6	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	5 526,7	191,1	3,6	5 335,6	5 335,6	0,0
3. Capital	85,3	20,0	30,6	65,3	65,3	0,0
4. Transfert	679,3	50,0	7,9	629,3	629,3	0,0
TOTAL	11 954,8	275,0	2,4	11 679,8	11 679,8	0,0

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

###### Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (113,7)
- Crédits non récurrents : (170,0)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 169,8
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins de la budgétisation dont 96,1 provenant du Fonctionnement - Autres dépenses : 117,0
- Ajustement pour besoins dans le traitement des archives judiciaires : 28,2
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la réorganisation du Ministère : (17,4)

###### Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation: 13,7
- Mesures de réduction des dépenses : (13,7)
- Réaménagement à la suite de la réorganisation du Ministère : 20,6
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (25,0)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins en capital : (20,0)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : 215,5

###### Capital

- Indexation : 1,4
- Mesures de réduction des dépenses : (1,4)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins en capital : 20,0

###### Transfert

- Indexation : 13,2
- Mesures de réduction des dépenses : (13,2)
- Réaménagement pour répondre aux besoins du programme d'aide aux archives privées : 50,0

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

#### ÉLÉMENT 01 - ARCHIVES NATIONALES

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<b>FONCTIONNEMENT</b>  <b>1. Archives privées</b>  Agrément des 2 centres d'archives de la Fédération des sociétés d'histoire du Lac-Saint-Jean (Alma et Dolbeau) le 2 décembre 1993. (Il devient le 17 <sup>e</sup> centre agréé).  <b>2. Archives gouvernementales et judiciaires</b>  - Résultat de l'application des calendriers de conservation des documents des ministères et organismes gouvernementaux et des cours de justice : - Centre de documents semi-actifs (gouvernement) : 8 000 mètres linéaires en 1993-1994 éliminés - Palais de justice : 5 700 m.l. (avril 1992 - octobre 1993) - Centres des ANQ : 2 300 m.l. (avril 1992- octobre 1993) - Bureaux des ministères et organismes gouvernementaux : 2 000 m.l.  TOTAL : 18 000 mètres linéaires  - 15 ministères et organismes ont fait le calendrier de conservation de leurs banques données.  <b>3. Systèmes informatiques des Archives</b>  - Fin d'installation de l'équipement et des logiciels requis : mars 1994 - Formation du personnel amorcée - Système de gestion du centre de documents semi-actifs : en opération - Système de gestion des archives historiques : à l'essai jusqu'en juin  <b>4. Diffusion</b>  - 67 guides et inventaires d'archives, recueils de délais de conservation édités - 8 dépliants promotionnels produits - 71 documents prêtés pour des expositions - 14 participations à des salons, des expositions - 19 documents prêtés pour production de film - 34 pour émissions de télévision - 91 pour illustration de volumes	<b>FONCTIONNEMENT</b>  <b>1. Archives privées</b>  - Agrément de 2 centres : Saint-Joseph-de-Beauce et L'Assomption. - favoriser la collaboration entre organismes privés gérant des archives privées (ex. sociétés d'histoire) et organismes publics décentralisés possédant des archives à gérer (ex. cégeps, villes).  <b>2. Archives gouvernementales et judiciaires</b>  - Application des calendriers de conservation :  - Centre de documents semi-actifs : 8 000 m.l. - Palais de justice : 3 300 m.l. - Centres des ANQ : 1 300 m.l. - Bureaux des min. et org. : 1 000 m.l.  TOTAL : 13 600 m.l.  - Formation du personnel des ministères pour application encore plus rigoureuse des calendriers. Intervention plus soutenue du personnel des ANQ.  - Archives informatiques :  - Étude de faisabilité de la conversion des données de différentes banques en un seul format et un seul support. - Conception administrative, en collaboration avec les ministères concernés, d'un projet global si l'étude de faisabilité est concluante.  <b>3. Systèmes informatiques des Archives</b>  - Printemps 1994 : complément de formation du personnel - Été 1994 : mise en service du système de gestion des archives historiques et ouverture aux chercheurs. Ceci facilitera considérablement l'accès au contenu des archives par les chercheurs. - Priorité à la diffusion du contenu des fonds d'archives, grâce au nouveau système informatique. - Développement de sous-systèmes pour nouveaux besoins: - gestion de l'achalandage - description des documents non textuels - gestion de la politique sur les archives privées (agrément, etc.)  <b>4. Diffusion</b>  - Préparation de la célébration du 75 <sup>e</sup> anniversaire de fondation des ANQ, en 1995.



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	1 360,5	169,3	14,2	1 191,2	1 178,7	(12,5)
2. Fonctionnement - Autres dépenses	1 340,7	51,7	4,0	1 289,0	1 289,0	0,0
3. Capital	35,8	(10,0)	(21,8)	45,8	45,8	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	2 737,0	211,0	8,4	2 526,0	2 513,5	(12,5)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (26,0)
- Crédits non récurrents : (42,0)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins de la budgétisation : 117,3
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour répondre aux besoins des services facturés : 120,0

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 5,1
- Mesures de réduction des dépenses : (5,1)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (8,0)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins en Fonctionnement - Autres dépenses : 10,0
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : 49,7

Capital

- Indexation : 1,0
- Mesures de réduction des dépenses: (1,0)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins en Fonctionnement - Autres dépenses : (10,0)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

#### ÉLÉMENT 02 - CENTRE DE CONSERVATION DU QUÉBEC

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>· Rentabilisation des équipements spécialisés : 240,0 \$ de travaux de restauration réalisés, payés par les clients (en plus du fonctionnement régulier des ateliers).</li><li>· Poursuite des travaux à la chapelle des Ursulines de Québec, exemple unique d'échange d'expertise entre spécialistes québécois, canadiens, français et belges.</li><li>· Réception de 6 stagiaires (5 français, 1 japonaise) qui ont passé 24 mois au CCQ.</li><li>· Conclusion d'une entente pour échange d'expertise avec l'Université de Paris 1 (Maîtrise en sciences et techniques de conservation et de restauration des biens culturels).</li></ul> <p>Le CCQ rayonne étonnamment, compte tenu de sa petite taille.</p>	<p><b>FONCTIONNEMENT</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>· Objectif d'augmenter les revenus provenant de services facturés.</li><li>· Phase III (de IV) du projet des Ursulines.</li><li>· Réception de 6 stagiaires (1 vénézuélienne, 4 françaises et 1 québécoise) qui fourniront 24 mois de travail.</li></ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

ÉLÉMENT 03 - CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	11 644,0	(294,1)	(2,5)	11 938,1	11 870,6	(67,5)
2. Fonctionnement - Autres dépenses	7 483,5	235,0	3,2	7 248,5	7 248,3	(0,2)
3. Capital	89,5	0,0	0,0	89,5	89,5	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	19 217,0	(59,1)	(0,3)	19 276,1	19 208,4	(67,7)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs : (256,1)
- Crédits non récurrents : (210,0)
- Réaménagement ministériel provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour répondre aux besoins de la budgétisation : 172,0

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 39,3
- Mesures de réduction des dépenses : (57,3)
- Réaménagement ministériel pour répondre aux besoins : (2,0)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : 255,0

Capital

- Indexation : 1,9
- Mesures de réduction des dépenses : (1,9)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 03 - INSTITUTIONS NATIONALES

#### ÉLÉMENT 03 - CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p>1 - <u>Clientèle étudiante</u></p> <p><u>Conservatoires de musique:</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Clientèle au 30 septembre 1993: 904 élèves</li><li>- Reconnaissances accordées aux concours de sortie d'avril 1993: 1<sup>er</sup> Prix: 25 2<sup>e</sup> Prix: 20 Mention : 3</li></ul> <p><u>Conservatoires d'art dramatique</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Clientèle au 30 septembre 1993: 61 élèves</li><li>- Finissants en mai 1993: 17</li></ul> <p>2 - <u>Régime pédagogique et programmes d'études dans les conservatoires de musique</u></p> <p>Finalisation des travaux de révision du régime pédagogique et des programmes d'études:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Travaux entrepris en 1983 et auxquels a été associé l'ensemble du corps professoral;</li><li>- Dépôt du nouveau régime pédagogique en décembre 1993 et des contenus de cours révisés en mars 1994;</li><li>- Caractéristiques des nouveaux programmes d'études:<ul style="list-style-type: none"><li>· compatibilité avec le système scolaire québécois;</li><li>· consolidation des éléments de spécificité du conservatoire.</li></ul></li></ul> <p>3 - <u>Révision du statut des conservatoires</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Élaboration d'un document d'orientations ministérielles concernant la réforme des conservatoires;</li><li>- Consultation de l'ensemble des intervenants (professeurs, élèves, personnel administratif, directeurs) sur un projet de révision du statut des conservatoires et sur l'actualisation de leur mission;</li><li>- Dépôt du projet de loi 135 à l'assemblée nationale en novembre 1993.</li></ul>	<p>1 - <u>Clientèle étudiante</u></p> <p>La clientèle étudiante devrait être relativement stable pour l'année 1994-95.</p> <p>2 - <u>Régime pédagogique et programmes d'études dans les conservatoires de musique</u></p> <p>Implantation du nouveau régime pédagogique et des nouveaux programmes d'études en septembre 1994:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Transfert des dossiers d'élèves de l'ancien régime pédagogique vers le nouveau régime pédagogique;</li><li>- Formation des professeurs en vue de cette implantation.</li></ul>

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p>4 - <u>Gestion des ressources</u></p> <p>Les efforts de rationalisation et d'optimisation de l'utilisation des ressources ont permis de maintenir le même niveau de services dans les conservatoires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des gains de productivité ont été réalisés dans les équipes de soutien administratif du réseau par: <ul style="list-style-type: none"> <li>. la consolidation du parc d'équipement informatique;</li> <li>. l'informatisation des inventaires et de la gestion du prêt d'instruments;</li> <li>. la décentralisation du processus administratif entourant la nomination du personnel enseignant occasionnel.</li> </ul> </li> <li>- Des améliorations importantes ont été apportées aux outils de support à la planification. <ul style="list-style-type: none"> <li>. Le raffinement des systèmes de gestion des besoins pédagogiques favorise une meilleure compréhension de l'impact des besoins sur les ressources disponibles.</li> <li>. Le logiciel d'informatisation des inventaires prévoit le traitement réseau des informations essentielles à la planification des investissements en matière d'entretien ou de remplacement d'instruments de musique.</li> <li>. Une étude détaillée sur l'état du parc de pianos de tous les conservatoires a été produite par une firme spécialisée.</li> </ul> </li> <li>- Une étude sur la gestion des centres de documentation a permis d'une part de déterminer le niveau d'effectifs optimum et d'autre part, de définir un plan d'action résultant notamment dans la réalisation d'une opération de catalogage rétrospectif au Conservatoire de musique de Montréal.</li> </ul>	<p>4 - <u>Gestion des ressources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les clientèles devant être relativement stables, les activités dans les conservatoires devraient être maintenues sensiblement au même niveau qu'en 1993-1994.</li> </ul> <p>À cette fin, les efforts permettant une gestion efficiente des ressources devront être maintenus.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise sur pied d'un groupe de travail ayant pour mandat de définir des règles ainsi que de proposer des orientations en matière de planification des investissements requis dans les domaines de l'entretien, la réparation, le remplacement et l'acquisition des instruments de musique.</li> <li>- La poursuite du plan d'action relatif à la gestion des centres de documentation devrait permettre l'implantation du logiciel «Best seller» dans les centres de Québec et Montréal ainsi que la planification des modalités permettant le partage des informations avec les conservatoires de régions.</li> </ul>



## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 04 comprend onze éléments :

- Éléments 01 : Commission des biens culturels
- Éléments 02 : Bibliothèque nationale du Québec
- Éléments 03 : Régie du cinéma
- Éléments 04 : Musées nationaux
- Éléments 05 : Société de la Place des arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec
- Éléments 06 : Société générale des industries culturelles
- Éléments 07 : Commission de reconnaissance des associations d'artistes
- Éléments 08 : Régie des télécommunications
- Éléments 09 : Société de radio-télévision du Québec
- Éléments 10 : Office franco-québécois pour la jeunesse
- Éléments 11 : Service de dette

Ce programme regroupe les organismes et les sociétés d'État dont le rôle est de fournir des expertises en matière de patrimoine; de conserver et de mettre en valeur l'art québécois et international; de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation; de mettre à la disposition d'artistes et de promoteurs de spectacles des équipements majeurs de diffusion de spectacles; d'aider au développement des industries de la culture et des communications; de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois ainsi que voir à l'application des lois sur le statut professionnel des artistes.

Depuis janvier 1994, se sont ajoutés d'autres organismes dont le rôle est de veiller au maintien et au développement des services de télécommunications; d'établir, de posséder et d'exploiter un service de production de documents audiovisuels et de radio-télévision; de développer les relations entre la jeunesse québécoise et la jeunesse française.

#### Commission des biens culturels

Cet élément de programme concerne les activités de la Commission des biens culturels créée par la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., chapitre B-4) en 1972.

La Commission est formée de douze membres nommés par le gouvernement.

Dans l'exercice de ses fonctions d'aviseur et de conseiller, la Commission étudie annuellement environ 1 500 demandes d'avis relatives à la restauration, l'attribution de statuts juridiques, la recherche archéologique, etc.

À titre d'auditeur, la Commission est appelée à écouter, lors d'auditions, consultations et représentations, divers groupes d'intervenants et faire part par la suite des recommandations à la ministre.

De plus, elle doit conseiller et aviser la ministre en vertu de la Loi sur les archives (art. 11, 16, 22).

Enfin, en vertu de la Loi sur les impôts (art. 710,2), la Commission est le seul organisme habilité à déterminer les montants admissibles aux déductions pour les gains en capital, pour les dons de biens ayant une valeur patrimoniale à des institutions muséales agréées.

#### Bibliothèque nationale du Québec

La Bibliothèque nationale du Québec, créée en 1967 et constituée en corporation en 1989 par la Loi sur la Bibliothèque nationale du Québec (L.R.Q., chapitre B-2.1), est dirigée par un conseil d'administration de neuf membres nommés par le gouvernement.

Elle a pour fonctions de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel ainsi que les documents relatifs au Québec et publiés à l'extérieur du Québec.

## DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

### Régie du cinéma

La Régie du cinéma est un organisme administratif institué en vertu de l'article 123 de la Loi sur le cinéma (L.R.Q., chapitre C-18.1). Elle est constituée de trois membres nommés par le gouvernement. Elle exerce un mandat de surveillance et de contrôle du cinéma et, à cette double fin, la Régie assume les fonctions suivantes:

- le classement, selon l'âge des spectateurs auxquels il s'adresse, de tout film destiné à une présentation en public ou à faire l'objet d'un commerce au détail en vue d'un visionnement en privé;
- la délivrance de permis aux distributeurs, aux exploitants de salles de cinéma de même qu'aux commerçants au détail de matériel vidéo;
- le contrôle des droits de distribution des oeuvres cinématographiques en vue d'assurer le respect des droits d'auteur à l'occasion de leur présentation en public ou de leur commercialisation sur support vidéo ou autre support similaire.

Elle exerce enfin des pouvoirs d'enquête et d'inspection afin de contrôler l'observance de la Loi dans les établissements qui sont régis par celle-ci soit, les lieux de présentation de films en public et les commerces au détail de matériel vidéo.

### Musées nationaux

La Loi sur les musées nationaux, sanctionnée en 1983, instituait en corporation le Musée du Québec, le Musée d'Art contemporain de Montréal et le Musée de la Civilisation. Le Musée des beaux-arts de Montréal est une corporation assujettie à la Loi sur le Musée des beaux-arts de Montréal.

Chacun des musées d'État est administré par un conseil d'administration de neuf (9) membres nommés par le gouvernement.

Le Musée des beaux-arts de Montréal est administré par un conseil d'administration de vingt et un (21) membres dont neuf (9) nommés par le gouvernement.

Le Musée du Québec a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée d'Art contemporain de Montréal a pour mandat de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée de la Civilisation a pour mission de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation, notamment les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies; d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation; d'assurer une présence du Québec dans le réseau international des manifestations muséologiques.

Le Musée des beaux-arts de Montréal a pour fonctions d'encourager les arts plastiques, de diffuser les connaissances artistiques, d'acquérir, de conserver, de collectionner, de mettre en valeur et d'exposer des oeuvres d'art.

### Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec

Cet élément de programme concerne les activités relatives à ces sociétés d'État constituées en vertu de leur loi respective:

Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., chapitre S-11.03).  
Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., chapitre S-14.01).

Chacune de ces sociétés est administrée par un conseil d'administration de neuf membres nommés par le gouvernement.

Réciproquement, elles ont pour fonctions d'administrer leur institution ainsi que de présenter, monter et produire des spectacles.

### SOGIC

Cet élément de programme concerne les activités découlant de la Loi sur la Société générale des industries culturelles (L.R.Q., chapitre S-17.01).

Les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration de neuf membres nommés par le gouvernement.

Elle est une institution financière de développement spécialisée dans le domaine des industries de la culture, des communications et du patrimoine. Les interventions de la SOGIC prennent la forme de prêt, garantie de prêt ou participation au capital-actions dans des entreprises oeuvrant dans les domaines de sa juridiction.

Plus spécifiquement, elle a pour mandat:

- a) de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines des industries culturelles (arts d'interprétation, audiovisuel, disque, livre, métiers d'art et arts visuels), des médias (médias écrits, radio, télédistribution, télévision), des technologies de l'information (logiciel et télécommunication) et autres domaines déterminés par le gouvernement;



## DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

- b) de contribuer à accroître la qualité, l'authenticité et la compétitivité des produits de ces entreprises et d'en assurer la diffusion;
- c) avec l'autorisation du gouvernement, d'acquérir, de restaurer, de rénover, de gérer ou d'exploiter des immeubles du patrimoine;
- d) d'assurer l'essor du cinéma québécois (voir programme 02 - élément 01 : soutien au cinéma).

### Commission de reconnaissance des associations d'artistes

La Commission a été instituée en 1987 par la Loi sur le Statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et est composée de trois membres nommés par le gouvernement.

Depuis 1989, elle est aussi responsable de l'application des dispositions de la Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et sur leurs contrats de diffuseurs.

Ses quatre grandes missions sont:

- reconnaissance des associations d'artistes;
- encadrement des relations de travail: relations entre les parties, médiation et arbitrage;
- surveillance et inspection;
- recherche, planification et communication.

### Régie des télécommunications

La Régie des télécommunications, instituée le 9 novembre 1988 (L.R.Q., chap. R-8.01), a pour fonction la régulation économique et technique des services de télécommunications. À cette fin, la Régie des télécommunications est mandatée par l'Assemblée nationale pour:

- accorder, modifier ou annuler l'autorisation d'exploiter une entreprise dont l'objet est le transfert public de communications;
- fixer les tarifs et les conditions de prestation à l'égard des services de télécommunications fournis par toute société exploitante, et,
- décider de tout litige relatif à l'application d'un tarif ou à la prestation d'un service de télécommunications.

Elle résume ainsi sa mission: veiller à ce que les Québécoises et les Québécois aient à leur disposition une diversité de moyens de communications qui soient à la fine pointe de la technologie, de la meilleure qualité et au moindre coût possible.

Elle est également chargée d'entendre toute requête et de rendre toute décision dans les matières qui lui sont attribuées en vertu de la Loi sur la programmation éducative.

La Régie se compose de trois régisseurs dont un président et une vice-présidente. Son personnel est nommé et rémunéré en vertu de la Loi sur la fonction publique.

### Société de radio-télévision du Québec

La Société de radio-télévision du Québec est une corporation au sens du Code civil. Créée il y a vingt-cinq ans, la Société a principalement pour mandat d'établir et d'exploiter une entreprise de radio-télévision éducative sur l'ensemble du territoire québécois. Dotée d'un mandat spécialisé, à portée éducative et culturelle, la Société est une télévision publique autorisée à produire, co-produire, acquérir et diffuser une programmation diversifiée qu'elle soumet périodiquement à l'évaluation de la Régie des télécommunications, tel que le prescrit la Loi sur la programmation éducative.

Son conseil d'administration est composé d'un président, de la présidente-directrice générale de la Société, de onze administrateurs et administratrices dont sept représentent différentes régions du Québec, d'un représentant des milieux de l'éducation et d'un représentant choisi parmi les employés. Le Conseil est constitué de trois comités: le comité exécutif, le comité de programmation et le comité de vérification.

### Office franco-québécois pour la jeunesse

L'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse est un organisme de coopération créé en 1968 par les gouvernements français et québécois en application de l'entente intervenue le 27 février 1965 sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation.

La loi constitutive de l'Office (L.R.Q., chap. 0-5) l'investit des pouvoirs d'une corporation au sens du Code civil; il jouit au Québec et en France de l'autonomie de gestion et d'administration. L'Office relève, en France, du ministre responsable de la Jeunesse et des Sports; au Québec, il est placé sous la responsabilité de la ministre responsable de la Francophonie.

En vertu de sa loi, l'Office a pour mandat de développer les relations entre la jeunesse québécoise et la jeunesse française et, à cet effet, de provoquer, d'encourager et de réaliser des rencontres et des échanges dans le domaine des activités de jeunesse, de loisirs et de sports. Au fil des ans, son mandat a évolué de sorte que l'Office est devenu, de façon plus large, un outil d'éducation et de formation au service des jeunes.

DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

L'Office est administré par un conseil d'administration composé de huit membres québécois et de huit membres français désignés par leur gouvernement respectif. Chacune des parties choisit cinq membres représentant les ministères intéressés et les trois autres parmi des personnalités qualifiées. Pour chaque membre, un suppléant est prévu. Le conseil est co-présidé par les ministres responsables au Québec et en France.

Service de la dette

Nous retrouvons, sous cet élément de programme, les sommes nécessaires pour rembourser le capital et les intérêts dus annuellement pour les projets financés à long terme et les coûts de financement temporaire relatifs aux enveloppes autorisés pour le maintien des actifs des sociétés d'État.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	313,7	73,6	30,7	240,1	240,1	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	175,8	2,9	1,7	172,9	172,9	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	489,5	76,5	18,5	413,0	413,0	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (11,9)
- Réaménagement ministériel provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour répondre aux besoins de la budgétisation : 85,5

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 2,4
- Mesures de réduction des dépenses : (2,4)
- Ajustements technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : 2,9

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 01 - COMMISSION DES BIENS CULTURELS

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>a) Participation au comité conjoint formé par le Ministère pour la mise à jour de l'intervention ministérielle en matière de patrimoine. Participation à divers autres comités complémentaires.</p> <p>b) Rédaction finale pour la publication de l'historique de la Commission des biens culturels du Québec (1922-1994).</p> <p>c) Rédaction des textes en vue de la publication du Tome III de <u>Les chemins de la mémoire</u>, consacré aux biens mobiliers classés et reconnus par l'État (oeuvres d'art et biens historiques). Le comité scientifique travaille en collaboration avec les spécialistes du ministère de la Culture et des Communications et des partenaires de l'extérieur de la Fonction publique.</p>	<p>a) Poursuivre la réflexion en vue d'une réorientation de la mission et des rôles de la Commission en accord avec la Politique culturelle du Québec.</p> <p>b) Publication de l'histoire de la Commission des biens culturels du Québec (1922-1994).</p> <p>c) Rédaction finale pour la publication du Tome III de <u>Les chemins de la mémoire</u> à l'automne 1995.</p> <p>d) Publication en France d'un numéro spécial sur le patrimoine immobilier du Québec dans la revue française spécialisée <u>Monuments historiques</u> en décembre 1994.</p> <p>e) Collaboration à l'organisation d'un colloque sur l'archéologie au Québec qui se tiendra à Québec les 29 et 30 avril 1994.</p> <p>f) Organisation d'un colloque sur la conservation des biens mobiliers qui se tiendra à Québec le 21 octobre 1994.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	10 182,9	235,0	2,4	9 947,9	10 235,1	287,2
TOTAL	10 182,9	235,0	2,4	9 947,9	10 235,1	287,2

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation dont 50,0 pour loyers SIQ : 79,7
- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (134,1)
- Mesures de réduction des dépenses : (29,7)
- Ajustements aux loyers SIQ : 319,1

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 02 - BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p>La Bibliothèque a commencé à acquérir les documents nouvellement soumis au dépôt légal (enregistrements sonores, logiciels, estampes, affiches, reproduction d'oeuvres d'art, cartes postales). Elle a accepté des dons d'une valeur de 1 160 333 \$. Une entente fut signée avec l'ADISQ. La Bibliothèque a récupéré le fonds d'archives privées de Michel Tremblay sur microfilm.</p> <p>La fréquentation des salles de lecture s'est accrue de 5 %. Le personnel a répondu à 38 360 demandes d'information et de référence. Plus de 137 186 documents ont été consultés.</p> <p>Le module d'accès en ligne aux collections de la Bibliothèque est implanté tant pour les usagers des salles de lecture que pour les institutions documentaires ou usagers de l'extérieur. La banque de données s'est enrichie de plus de 20 000 notices bibliographiques. Les directions de l'analyse documentaire et de la description bibliographique furent fusionnées dans un souci d'accroître la productivité.</p> <p>Elle a publié plusieurs documents: la Bibliographie courante du Québec, le XXIV<sup>e</sup> tome de la Bibliographie rétrospective (1821-1967); le Répertoire des bibliothèques nationales de la Francophonie; le Répertoire des cartes anciennes; le Québec français: imprimés en français du Québec 1764-1990 à la British Library; le Répertoire de ses micro-éditions et autres.</p> <p>La Bibliothèque a organisé plusieurs expositions pour mettre en valeur ses collections: livres d'artistes, fonds Claude Péloquin (Québec-Montréal-Ottawa), livres-objets. Elle a accueilli plusieurs manifestations organisées par des écrivains et artistes québécois.</p>	<p>La Bibliothèque entend consolider le dépôt légal des nouveaux documents et signer l'entente avec SDM concernant le dépôt légal des logiciels, le repérage des notices bibliographiques et l'indexation des périodiques québécois.</p> <p>Les autorités de la Bibliothèque espèrent que l'augmentation de la clientèle se poursuivra, que le nombre de documents consultés et que le nombre de demandes de renseignement enregistreront des hausses. Un plan de développement visant la mise en place d'un système de gestion d'images et la production d'un CD-ROM sera élaboré.</p> <p>Poursuite des études relatives à la relocalisation de la Bibliothèque nationale du Québec.</p> <p>Dans le cadre de sa mission, elle assurera le traitement, la conservation et la diffusion des documents acquis par dépôt légal, achat, dons et échanges.</p> <p>Elle publiera la Bibliographie nationale du Québec, un Catalogue des partitions musicales au Québec, le Répertoire des livres d'artistes, le Répertoire des numéros ISBN et un document portant sur les 25 ans d'édition au Québec.</p> <p>De plus, elle organisera une exposition sur l'oeuvre d'Alain Grandbois et sur les oeuvres des membres de l'Académie des arts et des lettres depuis sa fondation.</p> <p>Enfin, elle participera à des stages de formation à l'étranger et accueillera des stagiaires.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 03 - RÉGIE DU CINÉMA

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	2 561,3	7,2	0,3	2 554,1	2 554,1	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	1 530,9	35,4	2,4	1 495,5	1 495,5	0,0
3. Capital	40,3	0,0	0,0	40,3	40,3	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	4 132,5	42,6	1,0	4 089,9	4 089,9	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (75,4)
- Crédits non récurrents : (41,5)
- Réaménagement ministériel provenant du Fonctionnement - Autres dépenses pour répondre aux besoins de la budgétisation : 124,1

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 15,7
- Mesures de réduction des dépenses : (15,7)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte de la décentralisation des loyers SIQ : 35,4

Capital

- Indexation : 0,8
- Mesures de réduction des dépenses : (0,8)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 03 - RÉGIE DU CINÉMA

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>Le nombre de films classés par catégories d'âges selon les spectateurs auxquels ils s'adressent atteint 8 607, soit 1 819 destinés à la présentation en public et 6 788 au visionnement privé. Il s'agit d'une augmentation de 44 % par rapport au dernier exercice, augmentation qui traduit à la fois l'application durant une année complète de l'obligation de classement étendue au matériel vidéo commencée en juin 1992 de même qu'une augmentation considérable du nombre de films dans ce groupe.</p> <p>Cette croissance de la diffusion des oeuvres cinématographiques sur support vidéo ou support similaire pour visionnement en privé est également attestée par le nombre de certificats de dépôt délivrés, soit 14 500 (+ 18 %), pour autant de films mis en marché au Québec durant l'année par un ou plusieurs distributeurs et le nombre d'attestations (autocollants affichant, entre autres, le classement attribué au film et que l'on retrouve sur chaque exemplaire de matériel vidéo disponible dans un commerce au détail) qui atteint 5 000 unités émises durant l'exercice, soit une augmentation de 35 %.</p> <p>La situation en regard des permis s'est maintenue avec 3 550 permis renouvelés et 1 600 nouveaux permis délivrés.</p> <p>La Régie s'autofinance dans une proportion de 92 % avec des revenus qui devraient atteindre 4 331 000 \$ à la fin de l'exercice et des dépenses imputées à son budget de 3 342 800 \$ auxquelles s'ajoute le coût des loyers et des communications, 954 500 \$, assumé par le ministère de la Culture et des Communications et les contributions à titre d'employeur qui se chiffrent à 420 000 \$, le tout représentant des dépenses totales de 4 717 300 \$.</p>	<p>La Régie ne prévoit aucun changement majeur dans le déroulement de ses activités, mis à part quelques amendements techniques proposés en vue d'améliorer l'application de certains règlements.</p> <p>L'application continue de son plan de réduction de l'effectif combinée à une augmentation du volume des demandes à traiter qui ne s'est pas démentie au cours des dernières années amènera la Régie à devoir continuer de réviser ses processus opérationnels en vue d'augmenter la productivité de ses ressources.</p> <p>La Régie s'attend à atteindre l'autofinancement intégral au cours du prochain exercice.</p>



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 04 - MUSÉES NATIONAUX

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	50 001,0	(1 526,5)	(3,0)	51 527,5	51 057,3	(470,2)
TOTAL	50 001,0	(1 526,5)	(3,0)	51 527,5	51 057,3	(470,2)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 543,0
- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (553,5)
- Mesures de réduction des dépenses ( 543,0)
- Ajustements aux crédits non récurrents relativement aux expositions permanentes : (974,6)
- Ajustement du Secrétariat du Conseil du trésor pour défrayer les coûts d'utilisation de SAGIP (Musée du Québec) : 1,6

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 04 - MUSÉES NATIONAUX

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b>MUSÉE DU QUÉBEC</b></p> <p>La présente année a été une période de transition pour le Musée du Québec par le renouvellement de son équipe de direction, l'arrivée en fonction de son nouveau directeur général et la mise en place d'une direction du développement. De plus, le conseil d'administration a adopté un plan triennal dont les principaux défis sont l'accessibilité aux divers publics, le partenariat et le rayonnement du Musée en particulier sur le territoire québécois.</p> <p>Il a présenté dix-huit (18) expositions dont une exposition majeure des oeuvres d'Alfred Pellan en collaboration avec le Musée d'Art contemporain de Montréal. L'exposition consacrée à Adrien Hébert a attiré tant les visiteurs de la région immédiate que les touristes. La présentation de l'oeuvre de Pierre Ayot a sensibilisé un public plus jeune à la problématique de l'art contemporain. Quatre expositions ont été aussi présentées dans les musées canadiens ou québécois.</p>	<p><b>MUSÉE DU QUÉBEC</b></p> <p>Les collections du Musée seront redéployées selon un nouveau concept qui favorisera la découverte de l'art québécois par tous les publics: deux salles qui offriront une synthèse de l'art québécois; une salle consacrée à des tableaux illustrant des moments importants de notre histoire et une salle didactique sur différents aspects de l'art.</p> <p>Il sera associé à la ville de Québec pour la présentation d'une exposition multidisciplinaire ayant pour titre <u>Québec plein la vue</u>. Cette exposition regroupera des oeuvres majeures proposant différents regards sur la ville au cours des siècles. Des programmes variés de cinéma, littérature et musique ainsi qu'une salle didactique accompagneront cette exposition. Le Musée recevra à l'automne une exposition importante des oeuvres de Calder en provenance du Whitney Museum de New York. Outre le programme régulier d'expositions itinérantes, une exposition des chefs-d'oeuvres de nos collections sera préparée pour une circulation au Québec dès l'automne prochain. Il prépare aussi en partenariat avec le Musée des beaux-arts de Montréal deux expositions rétrospectives sur l'oeuvre du peintre Ozias Leduc et sur la production du sculpteur Louis-Philippe Hébert.</p> <p>De nouveaux programmes scolaires seront préparés en collaboration avec les professeurs d'arts plastiques afin de maximiser l'accueil des étudiants de tous les niveaux. Le Musée mettra aussi en oeuvre des programmes spécifiques de visites pour les aînés et le public en général.</p>
<p><b>MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN</b></p> <p>L'année 1993-1994 a été pour le Musée sa première année complète d'opération dans le nouvel édifice du centre-ville.</p> <p>L'année a été marquée par l'ouverture du Jardin de sculptures et une série d'expositions qui ont connu d'importants succès d'estime et de fréquentation: à elle seule l'exposition Pellan, présentée en collaboration avec le Musée du Québec, a attiré plus de 85 000 visiteurs; le duo d'expositions Doisneau-Lukacs est en voie de connaître une fréquentation comparable. Pour l'ensemble de l'exercice financier qui s'achève, la fréquentation totale pourrait atteindre les 200 000 visiteurs.</p> <p>Au chapitre des activités multimédias, le Musée a accentué ses collaborations avec les grands festivals (Jazz, Nouvelle danse, Théâtre des Amériques) et présente des projets d'intérêt comme Zappa, J.-P. Perrault et Dulcinée Langfelder.</p> <p>Parmi les activités éducatives, l'événement le plus publicisé aura été le colloque réunissant les historiens d'art britanniques. De plus, les programmes des visites, des ateliers et des cours auront réuni près de 20 000 personnes.</p> <p>La Médiathèque a intensifié son travail en matière de recherche et de gestion de l'information.</p> <p>Quant au Service de l'édition, il a assuré la publication du Journal et de catalogues importants: Viola, Luckacs, Cadieux et coproduit avec le Musée du Québec l'important catalogue Pellan.</p> <p>Il s'est vu attribuer le Grand Prix 1993 du Conseil des arts de la Communauté urbaine de Montréal</p>	<p><b>MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN</b></p> <p>L'année 1994-1995 sera marquée pour le Musée par la présentation de l'Exposition Lavallin, première mise en valeur de la collection du même nom acquise par le Musée en 1992.</p> <p>Une quinzaine d'autres expositions seront présentées, notamment celles sur l'oeuvre de Henri Saxe.</p> <p>En mars 1995, le Musée sera l'hôte de la cérémonie officielle d'ouverture du Congrès ARLIS/NA (Arts Libraries Society of North America).</p>

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p><b>MUSÉE DE LA CIVILISATION</b></p> <p>Au cours de cette année, le Musée a célébré son 5<sup>e</sup> anniversaire et souligné à cette occasion son grand succès populaire.</p> <p>Parmi les activités marquantes de l'année, soulignons les expositions <u>Masques et mascarades</u>, <u>Trois pays dans une valise</u>, et <u>Un art de vivre: le meuble de goût à l'époque victorienne au Québec</u> ainsi que l'événement <u>Le langage de l'objet</u>.</p> <p><b>MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL</b></p> <p>Principales expositions temporaires:</p> <p><u>Jean-Paul Lemieux</u> (production Musée du Québec); <u>Design 1935-1965: ce qui fut moderne</u> (production Musée des arts décoratifs); <u>Duane Hanson</u> (production MBA); <u>Annie Leibovitz</u> (USA/MBA) et <u>Flora Photographica</u> (production MBA). Nombre de visiteurs: 350 000.</p> <p>Poursuite des travaux au pavillon Gibb:</p> <p>Réfection de la toiture et renouvellement des systèmes d'éclairage; réaménagement de la salle James Wilson Morrice.</p> <p>Réalisations primées:</p> <p>Lors du gala Gutenberg, l'imprimerie Litho Acme a reçu trois distinctions pour des réalisations reliées à l'exposition <u>Grand Siècle - Peintures françaises du XVII<sup>e</sup> siècle dans les collections publiques françaises</u>: médaille de bronze pour l'affiche et médaille d'or pour la qualité du catalogue et le livret d'accompagnement.</p>	<p><b>MUSÉE DE LA CIVILISATION</b></p> <p>Au cours de la prochaine année, le Musée maintiendra une programmation équilibrée d'activités culturelles et éducatives et inaugurera plusieurs expositions de grande envergure dont <u>Trésors antiques des Empereurs d'Autriche</u> qui présentera les riches collections grecques et romaines du Kunsthistorisches Museum de Vienne, <u>Bonheur et liberté, Le Québec moderne de 1945 à 1960</u> et <u>Forêt verte, planète bleue</u>.</p> <p>Le Musée, déjà fort populaire auprès de la clientèle adulte et étudiante de la grande région de Québec, entend accentuer ses efforts auprès de la clientèle touristique au cours de l'année 1994-1995.</p> <p><b>MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL</b></p> <p>Principales expositions temporaires prévues:</p> <p><u>Roy Lichtenstein</u> (Musée Guggenheim); <u>Colville</u> (MBA); <u>Tousignant</u> (MBA); <u>Modigliani</u> (Italie/MBA); <u>Gauguin</u> (MBA/coll. privées).</p> <p>Principales expositions en préparation:</p> <p><u>L'Europe symboliste</u> (MBA); <u>Design automobile</u> (MBA); <u>Ozias Leduc</u> (Musée du Québec/MBA).</p> <p>Poursuite du réaménagement du pavillon Gibb.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET  
SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	7 439,3	570,8	8,3	6 868,5	6 868,5	0,0
TOTAL	7 439,3	570,8	8,3	6 868,5	6 868,5	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : Société de la Place des Arts de Montréal : 35,3  
Société du Grand Théâtre de Québec : 42,7
- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : Société de la Place des Arts de Montréal : (39,5)  
Société du Grand Théâtre de Québec : (47,2)
- Mesures de réduction des dépenses : Société de la Place des Arts de Montréal : (35,3)  
Société du Grand Théâtre de Québec : (42,7)
- Ajustement pour l'application du plan de redressement de la Société de la Place des Arts de Montréal : 750,0
- Ajustement aux crédits non récurrents pour l'Amphithéâtre de Lanaudière : (92,5)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 05 - SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL ET SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b><u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u></b></p> <p>La Place des Arts fêtera son 30<sup>e</sup> anniversaire le 24 avril 1994.</p> <p>Elle a développé une programmation du quadrilatère extérieur.</p> <p>Elle a développé sa mission touristique par le biais des visites commentées.</p> <p>Elle a consolidé sa position de centre culturel intégré situé au coeur de Montréal par le parachèvement du quadrilatère.</p> <p>Elle a conclu une entente avec le Réseau Admission.</p> <p>Elle a développé de nouvelles sources de revenus notamment en obtenant une commandite de Chrysler de 100 000 \$.</p> <p>Elle a poursuivi les travaux de réfection à l'intérieur et dans les foyers de la Salle Wilfrid-Pelletier.</p> <p>Elle a entamé et complète un processus de réorganisation administrative.</p> <p><b><u>SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC</u></b></p> <p><b><u>Programmation:</u></b> La Société a suscité et réalisé un grand nombre de manifestations culturelles diversifiées touchant toutes les disciplines des arts de la scène: opéra, musique symphonique, récital, théâtre, opérette, cinéma, projection-concert, variétés, chanson, humour et danse.</p> <p><b><u>Gestion:</u></b> maintien des tarifs de location de salles pour un 9<sup>e</sup> année consécutive; réorganisation administrative de plusieurs services et rationalisation des effectifs; application interne des lois 102 et 198; revue globale des modes de fonctionnement de la Société en vue de l'optimisation des ressources (travail effectué avec la collaboration de consultants extérieurs).</p> <p><b><u>Immobilisations:</u></b> conception et installation d'une nouvelle conque d'orchestre et rénovation des portails latéraux et ondes de réflexion d'avant-scène; amélioration de l'isolation et de l'étanchéité du plafond de l'arcade piétonnière sur tout le périmètre du Grand Théâtre; centralisation de commandes pneumatiques afin d'améliorer le rendement énergétique des installations dans le cadre des mesures d'économie d'énergie.</p> <p><b><u>Arts visuels:</u></b> en collaboration avec le Musée du Québec, des expositions d'oeuvres d'art ont été préparées à la galerie du Grand Théâtre.</p>	<p><b><u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u></b></p> <p>Mettre en oeuvre, selon les directives du Ministère, les plans de développement de l'Amphithéâtre de Lanaudière et de la Place des Arts.</p> <p>Développer de nouvelles sources de revenus par le biais du développement d'un réseau d'affichage commercial et d'un service de restauration.</p> <p>Développer une stratégie renouvelée d'accessibilité.</p> <p>Poursuivre les travaux de réfection des foyers et de la Salle Wilfrid-Pelletier, du corridor métro ainsi que ceux relatifs à l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.</p> <p><b><u>SOCIÉTÉ DU GRAND THÉÂTRE DE QUÉBEC</u></b></p> <p><b><u>Programmation:</u></b> stimulation de la fréquentation des salles par une meilleure collaboration avec le milieu; accroissement de coprésentations avec les résidents, amélioration du soutien accordé et développement de nouvelles avenues; développement de nouveaux créneaux, enrichissement et poursuite de la diversification de la grille de programmation par une meilleure association avec les experts artistiques du milieu culturel de Québec;</p> <p><b><u>Gestion:</u></b> maintien des tarifs de location de salles tout en prévoyant des adaptations spécifiques pour des événements particuliers et pour susciter de nouvelles avenues d'utilisation des salles et foyers; réduction des coûts d'opération; étude et analyse de la structure et du fonctionnement de la Direction des communications pour une orientation plus accentuée vers la fonction marketing et la dynamisation des activités; préparation stratégique en vue des prochaines négociations de conventions collectives.</p> <p><b><u>Immobilisations:</u></b> réalisation du plan du maintien des actifs 1993-1994 et élaboration de celui de 1994-1995; emphase sur l'amélioration du rendement énergétique et poursuite des objectifs d'économie d'énergie.</p> <p><b><u>Arts visuels:</u></b> gestion de la galerie d'art du Grand Théâtre par un comité formé de ressources du milieu et présentation de nombreuses expositions en lien avec la programmation ou les activités culturelles régionales de la grande région de Québec.</p>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

##### Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	3 688,4	(45,6)	(1,2)	3 734,0	3 434,0	(300,0)
TOTAL	3 688,4	(45,6)	(1,2)	3 734,0	3 434,0	(300,0)

##### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

##### Transfert

- Indexation : 46,1
- Plan de compression des effectifs (Loi 198) : (45,6)
- Mesures de réduction des dépenses : (46,1)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 06 - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES INDUSTRIES CULTURELLES

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>La SOGIC a appliqué en 1993-1994 la politique financière de son Plan de développement: financement des entreprises ainsi que le plan d'intervention en matière d'aide au cinéma et à la télévision<sup>1</sup>. Elle a également veillé à l'application du Plan d'aide à la promotion des exportations de biens et de services relatifs aux industries culturelles.</p> <p>Elle a poursuivi ses interventions dans le domaine du patrimoine immobilier suite à la cession en 1989 des 47 immeubles du Ministère.</p> <p>Ainsi, elle donnait suite à ses responsabilités qui se partagent en quatre volets:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le financement des entreprises de la culture et des communications;</li><li>- l'aide au secteur privé du cinéma québécois<sup>1</sup>;</li><li>- le soutien des activités des entreprises sur les marchés extérieurs;</li><li>- la mise en valeur du patrimoine immobilier québécois.</li></ul>	<p>En 1994-1995, la SOGIC poursuivra ses activités en vue de favoriser la création et le développement des entreprises oeuvrant dans les domaines identifiés dans son Plan de développement et veillera à nouveau à assurer la promotion des exportations des produits culturels.</p> <p>À l'égard du fonds d'aide au secteur privé du cinéma, la SOGIC adaptera ses programmes en fonction de chacun de ses domaines d'intervention (création, production, distribution et promotion).</p> <p>Enfin, elle se chargera de la gestion, de l'exploitation et de la restauration des immeubles à caractère patrimonial qui demeureront sous sa responsabilité.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	467,7	25,0	5,6	442,7	442,7	0,0
TOTAL	467,7	25,0	5,6	442,7	442,7	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 2,2
- Mesures de réduction des dépenses : (2,2)
- Réaménagement provenant du programme 01, élément 01 pour répondre aux besoins de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes : 25,0



## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 07 - COMMISSION DE RECONNAISSANCE DES ASSOCIATIONS D'ARTISTES

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><u>Reconnaissance</u></p> <p>Associations reconnues par la Commission:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Union des artistes;</li><li>- Association des professionnels des arts de la scène du Québec;</li><li>- Association des professionnels de la vidéo du Québec.</li></ul> <p><u>Référendum</u></p> <p>Afin de déterminer la représentativité des associations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Association des professionnels de la vidéo du Québec et Syndicat des techniciennes et techniciens du cinéma et de la vidéo du Québec;</li><li>- Conseil du Québec de la Guilde Canadienne des réalisateurs et Association québécoise des réalisateurs et réalisatrices de cinéma et de télévision.</li></ul> <p>Ce dernier a dû être suspendu suite à une ordonnance rendue par la Cour Supérieure.</p> <p><u>Avis de négociation</u></p> <p>La Commission a accusé réception d'avis de négociation transmis par:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Union des artistes: 31</li><li>- Guilde des musiciens du Québec: 6</li><li>- Société des auteurs compositeurs du Québec: 1</li><li>- Association des professionnels des arts de la scène du Québec: 3</li></ul> <p><u>Désignation de médiateurs</u></p> <p>Elle a désigné des médiateurs suite aux demandes déposées par:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Union des artistes: 11</li><li>- Guilde des musiciens du Québec: 1</li></ul> <p><u>Ententes collectives</u></p> <p>Elles ont été déposées auprès de la Commission par:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Union des artistes: 5 (et plusieurs reconnaissances de juridiction)</li><li>- Sardec: 1</li><li>- Guilde des musiciens du Québec: 7</li></ul>	<p><u>Demandes de reconnaissance en cours d'instance</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Union des artistes;</li><li>- Association des professionnels des arts de la scène du Québec;</li><li>- Société des auteurs, recherchistes, documentalistes et compositeurs;</li><li>- Union des écrivains et écrivaines du Québec;</li><li>- Association des journalistes indépendants du Québec;</li><li>- ACTRA, ACTRA Performers Guild et Writers Guild of Canada;</li></ul> <p><u>Contestation de demandes de désignation de médiateurs</u></p> <p>Demandes déposées par Union des artistes et contestées par:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Au Bon Marché;</li><li>- Sirbain International Inc.</li></ul> <p><u>Demandes de révocation de décisions de la Commission</u></p> <p>Demandes déposées par:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Théâtres associés Inc.;</li><li>- Association des producteurs de théâtre professionnel Inc.</li></ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 08 - RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Crédits par supercatégorie

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	1 434,8	40,8	2,9	1 394,0	1 394,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	348,5	(35,1)	(9,2)	383,6	416,9	33,3
3. Capital	25,0	0,0	0,0	25,0	25,0	0,0
4. Transfert	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	1 808,3	5,7	0,3	1 802,6	1 835,9	33,3

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Fonctionnement - Personnel

- Plan de réduction des effectifs (Loi 198) : (13,9)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins de la budgétisation : 54,7

Fonctionnement - Autres dépenses

- Indexation : 8,1
- Mesures de réduction des dépenses : (8,1)
- Réaménagement interne pour répondre aux besoins de la budgétisation : (54,7)
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert de juridiction : 19,6

Capital

- Indexation : 0,5
- Mesures de réduction des dépenses : (0,5)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 08 - RÉGIE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p>Une décision de la Régie a autorisé la mise en vigueur d'un service d'appel d'urgence universel 9-1-1 pour 1998. Du même coup, la Régie a fixé le tarif de base à 0,32 \$ par abonné et prévu le partenariat de corporations municipales.</p> <p>La Régie a également statué, en matière de gestion des appels, sur l'obligation pour les sociétés exploitantes de fournir gratuitement le service de blocage du numéro de téléphone aux abonnés qui souhaitent s'en prévaloir.</p> <p>Une nouvelle méthode comptable pour la détermination du prix de revient d'un service téléphonique a été entérinée par la Régie. Son implantation a été autorisée pour 1994.</p> <p>La Régie a accueilli favorablement une requête concernant la revente de services téléphoniques; cette autorisation est conditionnelle à la préinscription et au paiement de la contribution fixée.</p> <p>Enfin, la Régie a examiné la programmation du consortium universitaire CANAL et l'a déclarée en conformité avec la Loi sur la programmation éducative. Elle a, de plus, demandé à CANAL de prévoir l'extension de son réseau sur le territoire québécois et d'envisager de s'adresser aux niveaux d'enseignement autres qu'universitaire.</p>	<p>L'entreprise Téléphone Guévremont Inc. conteste la juridiction de la Régie des télécommunications à son égard. La cause sera entendue par la Cour suprême du Canada à la fin d'avril 1994.</p> <p>Un avis à la ministre de la Culture et des Communications est en préparation. Cet avis triennal permet à la Régie de brosser une rétrospective des changements technologiques survenus durant la période et de se prononcer sur les perspectives de développement des entreprises de télécommunications et l'évolution de la réglementation.</p> <p>La Régie procédera à la révision et à la mise à jour de la réglementation existante sur les entreprises de télécommunications.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 09 - SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	64 995,1	236,0	0,4	64 759,1	64 509,1	(250,0)
TOTAL	64 995,1	236,0	0,4	64 759,1	64 509,1	(250,0)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 526,9
- Réaménagement pour répondre aux besoins ministériels : (290,9)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 09 - SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p>En réponse à la lettre d'attentes ministérielles annuelle, la Société s'est appliquée, plus particulièrement, à l'atteinte de deux objectifs: 1- consacrer 25% de son budget de programmation au secteur indépendant; 2- redresser sa situation financière. Dans le premier cas, l'objectif est atteint à 24%; dans le second cas, un plan à moyen terme prévoit le redressement financier de la Société à l'horizon de 1998.</p> <p>La Société a réalisé une opération Budget Base Zéro d'envergure qui lui a permis d'aller plus loin dans les efforts de rationalisation entrepris au cours des années précédentes. Une baisse des frais fixes en a résulté, de même qu'une diminution de ses effectifs.</p> <p>À l'issue de l'opération Budget Base Zéro, la Société a mis au point un plan de réallocation des ressources. Les sommes dégagées ont été dirigées vers le produit; 1 M\$ a été réalloué à la production.</p> <p>Le bilan de la Société permet de constater une augmentation combinée de 12 % des heures de production maison et de co-productions. La production dans son ensemble aura connu un renouvellement de son contenu de l'ordre de 20%.</p> <p>Au cours du dernier trimestre, la Société a amorcé son installation dans ses locaux réaménagés et a mis en branle ses activités à son nouveau bloc de production.</p> <p>La Société a poursuivi ses efforts d'implication dans le milieu télévisuel et participé aux travaux des grappes industrielles, notamment à ceux de la Grappe médias.</p> <p>Elle est, de plus, associée au projet Chapiteau. Le consortium créé à cette fin regroupe la Société Radio-Canada, Télé-Métropole, Cogeco, Télévision Quatre Saisons et la S.R.T.Q.. Chapiteau propose une programmation à la carte; le projet a été soumis au Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC).</p> <p>La Société a conclu une alliance avec Canal 22 au Mexique; Canal 22 et la S.R.T.Q. deviennent partenaires pour de l'assistance technique, des coproductions, le financement de projets, etc.</p> <p>Un protocole d'alliance stratégique a également été conclu avec TV Ontario; les parties ont convenu de s'allier dans les secteurs de la programmation, de la formation et de la recherche, des activités internationales et dans leur quête de nouvelles sources de revenus.</p>	<p>Son plan directeur 1992-1995 arrivant à terme, la Société amorce l'élaboration du plan 1995-1998.</p> <p>Elle prévoit jouir d'une pleine utilisation de son nouveau bloc de production et de ses installations réaménagées. La disponibilité de ce studio permettra une meilleure utilisation des ressources en place d'où la formation d'une quatrième équipe de production.</p> <p>En termes de programmation, la Société vise le renforcement et une approche originale de son apport en information, une concentration des forces au niveau des contenus de services et d'affaires publiques, le renouvellement de son offre jeunesse et l'introduction d'une préoccupation originale en formation.</p> <p>La Société souhaite également:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- maintenir ses productions régionales;</li><li>- hausser ses heures de production;</li><li>- consolider ses alliances stratégiques.</li></ul> <p>En marketing, la Société déploiera des efforts particuliers pour accentuer sa visibilité et augmenter la part des commandes.</p>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 10 - OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	1 850,0	(98,3)	(5,0)	1 948,3	1 948,3	0,0
TOTAL	1 850,0	(98,3)	(5,0)	1 948,3	1 948,3	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 40,9
- Mesures de réduction des dépenses : (323,2 incluant 98,3 récurrent 1993-1994)
- Réaménagement pour répondre aux besoins : 184,0

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 10 - OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

##### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p>Nombre total de stagiaires soutenus par l'OFJQ dans le cadre de sa programmation régulière et de ses projets spéciaux: 1133</p> <p>Secteurs: commerce, communication, culture, droit international, environnement, intégration-insertion, management, sciences et technologies, tourisme.</p> <p>Projets spéciaux:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- CRÉPUQ (Conférence des Recteurs et des Principaux des Universités du Québec): plusieurs étudiants québécois ont participé à ce programme qui a aussi facilité l'intégration dans le milieu universitaire québécois de plus d'une centaine d'étudiants français.</li><li>- Animation de la Maison du Québec à Saint-Malo</li><li>- Université d'été sur l'environnement et le développement durable</li><li>- FrancoFolies de Montréal et LaRochele</li><li>- Jumelage d'intervenants sociaux dans le secteur de l'employabilité</li><li>- Envoi de délégations à des événements spéciaux:<ul style="list-style-type: none"><li>- Université de la Communication à Hourtin;</li><li>- Concours Jean Pichet;</li><li>- Printemps de Bourges;</li><li>- Festival du cinéma québécois de Blois;</li><li>- etc.</li></ul></li></ul> <p>Services:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Programme de mobilité des jeunes travailleurs: support aux jeunes Québécois désireux d'obtenir un permis de travail en France pour une période de 6 à 12 mois</li><li>- Centre Info-Contact: documentation, services pour ceux et celles qui planifient un séjour en France (demandes reçues: 2725)</li><li>- Bourses et concours: 10 bourses accordées dans différents domaines pour souligner l'excellence des jeunes</li></ul>	<p>Report des mêmes programmes et secteurs prioritaires qu'en 1993 avec un nouvel objectif de 1200 stagiaires auxquels s'ajouteront 100 étudiants universitaires du programme CRÉPUQ.</p> <p>Ajout de nouveaux projets spéciaux initiés par l'OFJQ:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Missions commerciales croisées réalisées par des étudiants pour des entreprises</li><li>- Protocole d'échanges entre Chambres de commerce québécoises et Conseil du patronat français pour 15 places de stages en milieu de travail</li><li>- Formation franco-québécoise en tourisme réceptif</li><li>- Organisation d'un colloque international en science et technologie: Quand la science se fait culture</li><li>- Maintien de l'envoi de délégations à des événements spéciaux:<ul style="list-style-type: none"><li>- Université de la Communication à Hourtin;</li><li>- Jeux de la Francophonie;</li><li>- Printemps de Bourges;</li><li>- Festival du cinéma québécois de Blois;</li><li>- etc.</li></ul></li></ul> <p>Report des services:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Centre Info-Contact;</li><li>- Programme mobilité des jeunes travailleurs;</li><li>- etc.</li></ul> <p>Production d'un document comparatif sur la France et le Québec: Pile &amp; Face.</p>

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

#### ÉLÉMENT 11 - SERVICE DE DETTE

##### Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	44 650,1	2 354,8	5,6	42 295,3	41 424,1	(871,2)
TOTAL	44 650,1	2 354,8	5,6	42 295,3	41 424,1	(871,2)

#### Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

##### Transfert

- Mesures de réduction des dépenses : (700,0)
- Ajustement en fonction des projets à financer et des taux d'intérêt prévus : 3 054,8



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 04 - ORGANISMES CONSEILS ET SOCIÉTÉS D'ÉTAT

ÉLÉMENT 11 - SERVICE DE DETTE

Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u> (crédits permanents)  Crédits : 14 634 800 \$ Montant dépensé : 14 290 356 \$ Crédits périmés : 344 444 \$  Les crédits prévoyaient un financement à long terme selon les coordonnées habituelles. Le Fonds de financement ayant négocié des conditions particulières, le montant versé pour cet emprunt ne correspondait qu'à trois mois d'intérêts au lieu de six.  <u>AUTRES SOCIÉTÉS</u>  Crédits : 22 007 500 \$ Montant dépensé : 21 422 690 \$ Crédits périmés : 584 810 \$	<u>SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL</u> (crédits permanents) 17 140 100 \$  En 1994-1995, les montants prévus ne concernent que des emprunts à long terme déjà effectués et dont les échéances sont connues.  <u>AUTRES SOCIÉTÉS (crédits votés)</u> 2 751 000 \$  Cette somme est composée en majeure partie (96 %) d'échéances d'emprunts à long terme déjà connues. Quant au solde de 1 675 000 \$, il servira à rembourser les réclamations d'intérêts sur les emprunts temporaires du maintien des actifs (471 800 \$) et à effectuer les versements d'emprunts à long terme que nous prévoyons contracter en 1994-1995 (1 203 200 \$) auprès du Fonds de financement.  <u>Emprunts à long terme prévus</u>  Musée d'Art contemporain de Montréal 7 000 000 \$ Musée du Québec 1 300 000 \$ Société du Grand Théâtre de Québec 2 300 000 \$ SOGIC 7 600 000 \$

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

#### DESCRIPTION DE LA MISSION (MANDAT)

Le programme 05 comprend deux éléments :

- Administration
- Programmes d'aide financière

La Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec instituait, en 1992, le Conseil des arts et des lettres du Québec administré par un conseil d'administration de 13 membres nommés par le gouvernement et représentatifs des milieux des arts et des lettres.

Il a pour objet principal de soutenir dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production dans les domaines de sa compétence et d'en favoriser le rayonnement au Québec, au Canada et à l'étranger ainsi que le perfectionnement des artistes dans les domaines de sa compétence.

Ses domaines de compétence sont les arts visuels, les métiers d'art, la littérature, les arts d'interprétation, les arts multidisciplinaires et multimédias, les arts médiatiques et la recherche architecturale.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT 01 - ADMINISTRATION

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	4 002,3	239,1	6,4	3 763,2	3 463,2	(300,0)
TOTAL	4 002,3	239,1	6,4	3 763,2	3 463,2	(300,0)

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 20,0
- Mesures de réduction des dépenses : (20,0)
- Ajustement correspondant à la contribution de l'employeur à la suite du transfert des effectifs du Ministère au Conseil des arts et des lettres du Québec : 339,1
- Ajustement technique aux crédits comparatifs 1993-1994 pour tenir compte du transfert d'effectifs du Ministère : (100,0)

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

### PROGRAMME 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

#### ÉLÉMENT 01 - ADMINISTRATION

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<ul style="list-style-type: none"><li>- La Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec est sanctionnée le 22 décembre 1992 et mise en vigueur le 7 juillet 1993.</li><li>- Le président-directeur général est nommé le 7 juillet 1993 et entre en fonction le 2 septembre 1993.</li><li>- Les autres membres du conseil d'administration sont nommés le 11 août 1993.</li><li>- Le conseil d'administration tient sa première séance le 25 août 1993; depuis lors, huit autres séances du conseil d'administration ont été tenues.</li><li>- Le conseil d'administration du Conseil met sur pied quatre comités. Ces comités sont les suivants: le comité exécutif, le comité de développement, le comité des programmes et le comité de vérification.</li><li>- Le comité exécutif a tenu sept séances; le comité de développement en a tenu quatre, le comité des programmes deux et finalement le comité de vérification une seule pour l'étude des budgets de fonctionnement.</li><li>- Le Conseil des arts et des lettres du Québec a adopté un plan d'organisation administrative supérieure qui a été approuvé par le Conseil du trésor le 16 novembre 1993.</li><li>- Le conseil d'administration a approuvé le plan d'organisation administrative inférieure le 21 décembre 1993.</li><li>- Le siège social du Conseil des arts et des lettres du Québec est situé dans la ville de Québec au 79, boul. René-Lévesque, 3<sup>e</sup> étage; le bureau de Montréal est situé au 500, place d'Armes, 15<sup>e</sup> étage.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le Conseil des arts et des lettres du Québec débutera ses opérations le 1<sup>er</sup> avril 1994 en prenant charge des programmes qui lui sont transférés du ministère de la Culture et des Communications.</li><li>- L'adoption du premier plan d'activités du Conseil.</li><li>- L'établissement d'un plan de communications.</li><li>- L'adoption de politiques de gestion de ressources humaines, financières, budgétaires et informatiques.</li></ul>

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

PROGRAMME 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

ÉLÉMENT 02 - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

Crédits

Supercatégorie	1994-1995 Crédits	Variation		1993-1994		
		000,0 \$	%	Crédits M	Dépenses probables	Variation
1. Fonctionnement - Personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Fonctionnement - Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Transfert	37 574,4	(1 670,0)	(4,3)	39 244,4	39 244,4	0,0
TOTAL	37 574,4	(1 670,0)	(4,3)	39 244,4	39 244,4	0,0

Explications des variations - Crédits 1994-1995 vs Crédits M 1993-1994 :

Transfert

- Indexation : 749,2
- Mesures de réduction des dépenses : (749,2)
- Ajustement correspondant aux crédits non récurrents pour l'Orchestre Symphonique de Montréal (1 250,0) et les Grands Ballets Canadiens (420,0) : (1 670,0)

# MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

## PROGRAMME 05 - CONSEIL DES ARTS ET DES LETTRES DU QUÉBEC

### ÉLÉMENT 02 - PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE

#### Rétrospective et prospective

Rétrospective 1993-1994 Points saillants	Prospective 1994-1995 Points saillants
<p><b>MUSIQUE</b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Rayonnement exceptionnel de l'Orchestre symphonique du Saguenay--Lac-Saint-Jean:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 3<sup>e</sup> disque compact du Quatuor Alcan;</li> <li>- création d'une quintette à vent.</li> </ul> <p>Une étude de faisabilité financée par le MCC est en cours relativement à l'opportunité d'implanter une Maison de la musique à Québec.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>En Estrie, la fusion de 3 organismes sous le nom de «Les Concerts symphoniques de Sherbrooke»; l'Orchestre de chambre de Hull voyait sa subvention de fonctionnement augmenter. Une consolidation de 7 500 \$ a été versée à l'Ensemble Capriole de la Montérégie.</p> <p><b>THÉÂTRE</b></p> <p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Le Théâtre Parminou termine en 1993-1994 son entente triennale avec le Ministère et s'apprête à en signer une autre avec le Conseil des arts et lettres du Québec.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Montréal enregistrerait une consolidation des assises financières de la Cie Jean-Duceppe (+ 50 000 \$), du T.P.Q. (+ 50 000 \$) et du TNM (+ 75 000 \$) mais un gel des autres compagnies au fonctionnement et aux projets. Le Théâtre de la Dame de Coeur lui aussi se voyait consolidé (+ 65 000\$).</p> <p><b>DANSE</b></p> <p>Création d'une nouvelle compagnie de danse «Sol Air» en Outaouais. La Compagnie Mia Maure danse s'est scindée en deux compagnies distinctes.</p> <p><b>ARTS MULTIDISCIPLINAIRES</b></p> <p><b>CIRCULATION DE SPECTACLES EN ARTS D'INTERPRÉTATION</b></p> <p>Le Ministère a soutenu des organismes en théâtre, en musique et en danse leur permettant ainsi de réaliser des tournées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.</p> <p><b>ARTS VISUELS</b></p> <p>Par les différents programmes du Ministère, les organismes en arts visuels ont bénéficié d'une aide pour leur fonctionnement et pour leurs projets. Le Ministère a également contribué à la circulation d'expositions à l'étranger notamment aux États-Unis, en France, en Belgique, au Mexique, etc.</p> <p>Il faut souligner la nouvelle aide accordée aux organismes en arts médiatiques qui oeuvrent dans un secteur en plein développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les programmes d'intervention financière transférés en arts de la scène visent la musique, le théâtre, la danse, les arts multidisciplinaires et multimédias, la circulation de spectacles au Québec et hors Québec, les événements majeurs et les associations professionnelles et regroupements nationaux; <b>en arts visuels</b>, les centres d'artistes ainsi que l'aide à la promotion et à la diffusion des arts visuels au Québec et hors Québec, les événements majeurs dans ce domaine et les associations professionnelles et regroupements nationaux; <b>en lettres</b>, les périodiques culturels québécois.</li> </ul> <p>Enfin, dans toutes les disciplines sous la juridiction du Conseil, les artistes professionnels et les professionnels oeuvrant dans les domaines de l'architecture, de l'architecture de paysage et de l'urbanisme.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La révision de certains programmes, selon les priorités établies par le conseil d'administration, et après consultation du milieu.</li> </ul>

Rétrospective 1993-1994	Prospective 1994-1995
Points saillants	Points saillants
<p><u>Milieus culturels de l'Est</u></p> <p>Annonce et début du projet Méduse visant à regrouper des organismes en arts visuels de la région de Québec.</p> <p><u>Milieus culturels de l'Ouest</u></p> <p>Support de démarrage d'un deuxième centre d'artistes en arts médiatiques et augmentation de leurs subventions. Un nouveau centre a été soutenu à Montréal - Augmentation de la subvention de 3 700 \$ à la Galerie d'art Lionel-Groulx.</p> <p><u>PÉRIODIQUES CULTURELS QUÉBÉCOIS</u></p> <p>À l'aide à la production s'est ajouté cette année un volet d'aide à la promotion.</p> <p><u>ARTISTES PROFESSIONNELS</u></p> <p>Le Ministère a maintenu les volets «soutien à la pratique artistique», «perfectionnement», «ressourcement» et «recherche-innovation» de son programme d'aide aux artistes professionnels et ce, dans toutes les disciplines du secteur des arts et des lettres et dans toutes les régions du Québec. Il a, de plus, soutenu les professionnels de l'architecture de paysage et de l'urbanisme, dans le cadre de ce même programme, pour des projets de recherche axés sur le langage plastique.</p> <p>Première année pour l'Atelier-résidence de Montréal</p> <p><u>ÉVÉNEMENTS MAJEURS</u></p> <p>Le Ministère a soutenu les manifestations artistiques d'envergure nationale ou internationale du secteur des arts et lettres en ayant des retombées significatives pour les pratiques disciplinaires. Ces événements se sont déroulés dans diverses municipalités du Québec, dont Montréal, Québec, Baie-Saint-Paul, Alma, Granby, Trois-Rivières, etc.</p> <p><u>ASSOCIATIONS ET REGROUPEMENTS NATIONAUX</u></p> <p>Le Ministère a poursuivi le soutien aux associations professionnelles disciplinaires les plus représentatives du secteur des arts et lettres, tout en aidant pour la première fois l'association reconnue dans le secteur des arts visuels par la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, soit le Regroupement des artistes en arts visuels.</p>	